

Subject File
Technical Assistance

30-11- Public Finance - Advisory and Operations Services - Annex

17/10/1962 - 17/10/1962

4/2

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES

SERIES S-0728

BOX 17

FILE 6

ACC. DAG 13/1.6.1.0.0

Adresse et No de série:
USAID/ Léopoldville TOAID A-172
USUN USAID A-UNN

1.
CONFIDENTIEL.

ORIGINE: USAID/Léopoldville
OBJET: Fonctionnement des douanes congolaises
REFERENCE: AIDTO 67 (USUN 284)

Le présent rapport transmis par la poste aérienne concerne le fonctionnement des douanes congolaises. Il a été rédigé par MM. Aurélien Chasse et Gérard F. Dupuis, de la Direction des douanes des Etats-Unis, et contient des recommandations relatives à l'amélioration du service douanier congolais.

AID/Léo suggère que des exemplaires du présent document soient envoyés à la Direction des douanes des Etats-Unis, à Houlton(Maine), à l'intention de M. Gérard F. Dupuis.

GULLION

Autorisation donnée par:
Daniel F. Margolies,
Représentant par intérim
de l'AID

Rédigé par:
A. Chasse et
G. F. Dupuis

Bureau: Date:
Service douanier 17 Octobre
~~voyage~~ autorisé 1962
à Léopoldville

Approuvé par:
John T. Clingerman , affaires économiques,
Ambassade des E.U.A.

Frank Brecher, bureau des programmes

CONFIDENTIEL

TABLE DES MATIERES

1. INTRODUCTION
 - A. Le Gouvernement de la République du Congo
 - B. Géographie
 - C. Population
 - D. Economie
 - E. Transports
 1. Transports par eau
 2. Routes
 3. Chemins de fer
 4. Transports Aériens
 - F. Communications
- II. CREATION D'UNE BRIGADE FINANCIERE
- III. EQUIPE D'ENQUETE
 - A. Composition de l'équipe
 - B. Mission
- IV. VOYAGES DE TRAVAIL
 - A. Léopoldville
 1. Bac de Brazzaville
 2. Bureau du Directeur des douanes
 3. Entrepôt des douanes
 4. Bureau de comptabilité des douanes
 5. Contrôle douanier postal
 6. Aéroport international
 - B. Matadi
 1. Bureau de douane
 2. Installations portuaires
 - C. ALBERTVILLE
 - D. BUKAVU
 - E. KALUNDU
 - F. GOMA
 - G. VITSHUMBI
 - H. KASENYI
 - I. BUNIA

J. MAHAGI

K. ARU

L. KASINDI

M. ISHASHA

N. BUNAGANA

O. RENSEIGNEMENTS DIVERS

1. Ancienne province de l'Equateur
2. Région de Luluabourg
3. Léopoldville
4. Brazzaville

P. RECOMMANDATIONS

1. Recommandations spéciales
 - a. Bac de Léopoldville
 - b. Entrepôt de la douane
 - c. Service postal
 - d. Aéroport de Léopoldville
 - e. Installations portuaires
 - f. Vitshumbi
2. Recommandations générales
 - a. Contrôle des véhicules
 - b. Exportations et importations illicites
 - c. Uniformes
 - d. Vérification
 - e. Entrées et sorties
 - f. Entretien des locaux
 - g. Infractions de peu de gravité
 - h. Licences
 - i. Echanges de renseignements

V. FRAUDES

A. Fraudes à l'importation

B. Fraudes à l'exportation

C. Corruption

D. Recommandations

1. Importations et exportations
 - a. Répression de la contrebande
 - b. Interventions extérieures
 - c. Formation des douaniers
 - d. Communication de renseignements
2. Corruption
 - a. Législation
 - b. Mesures disciplinaires
 - c. Influences tribales
 - d. Normes de conduite

VI. DISCIPLINE

A. Bureau des douanes

B. Armée nationale

C. Fonctionnaires provinciaux

D. Autres interventions

E. Recommandations

VII. LOIS ET REGLEMENTS

VIII. BRIGADE FINANCIERE

A. Autorité supérieure

1. Législation
2. Attributions
3. Direction

- a. Ministre adjoint des finances chargé des douanes et de la brigade financière
- b. Directeur de la brigade financière
- c. Directeur adjoint chargé des gardes frontaliers
- d. Directeur adjoint chargé de la police financière
- e. Directeur adjoint chargé des douanes et de la brigade
- f. Directeurs régionaux
- g. Recommandation
- h. Délégation de pouvoirs

B. Organisation (voir appendice VIII)

1. Gardes frontaliers
 - a. Ordre hiérarchique (voir appendice N° I)
 - b. Effectif (voir appendice N° II)
 - c. Répartition (voir appendice N° III, A, B, C, D et E)
2. Police financière
 - a. Ordre hiérarchique (voir appendice N° I)
 - b. Effectif (voir appendice IV)
 - c. Répartition (voir appendice N° V, A, B, C, D et E)

C. Personnel

1. Recrutement
2. Affectations
3. Avancement
4. Traitements
5. Avantages spéciaux
6. Retraite
7. Congés
8. Horaires de travail hebdomadaire
9. Règles de conduite

D. Formation

E. Matériel

1. Direction (voir appendice VI)
2. Gardes frontaliers
 - a. Véhicules automobiles (voir appendice N° II)
 - b. Communications (voir appendice N° II)
 - c. Armes (voir appendice N° II)
 - d. Uniformes
3. Police financière
 - a. Véhicules automobiles (voir appendice N° IV)
 - b. Communications (voir appendice N° IV)
 - c. Armes (voir appendice N° IV)
4. Recommandations (voir appendice N° VII)
 - a. Véhicules
 - b. Embarcations
 - c. Bâtons

F. Relations entre organismes

G. Relations avec le public

1. A l'intérieur de la brigade
2. Information du grand public

IX. OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DE CARACTERE GENERAL

- A. Le Directeur désigné
- B. Evaluations - Bureau des renseignements
- C. Enquêtes de la police financière
- D. Utilisation des communications par radio
- E. Conflits de compétence éventuels
- F. Récompenses pour service fournis
- G. Régularité du versement des traitements
- H. Observations diverses

1. INTRODUCTION

A. Le Gouvernement de la République du Congo

En mai 1960, le Parlement belge a adopté une loi constitutionnelle fondamentale qui prévoyait l'application au Congo de nombreux éléments du système belge. A la fin du printemps de 1960, les deux chambres du Parlement ont été constituées; à savoir la Chambre des députés comprenant 137 membres élus au suffrage universel direct et le Sénat de 84 membres choisis par les six assemblées provinciales. (le gouvernement supprime actuellement les six provinces initiales pour les remplacer par 17 provinces nouvelles).

Le Congo a accédé à l'indépendance complète le 30 juin 1960. Le pouvoir exécutif comprend:

- le Président
- le Premier Ministre
- le Vice-Premier Ministre
- le Ministre des Affaires Etrangères
- le Ministre de la Défense
- le Ministre de l'Intérieur
- le Ministre de l'Information
- le Ministre des Finances
- le Ministre du Plan
- le Ministre des Affaires Economiques
- le Ministre de la Fonction Publique
- le Ministre des Affaires Sociales
- le Ministre du Travail

B. Géographie

La République du Congo, qui s'étend sur environ 2 343 000 kilomètres carrés est située dans la partie sud de l'Afrique Centrale. Elle n'a pas d'accès à la mer, en dehors d'une étroite bande de terre sur la rive septentrionale de l'estuaire du Congo, qui débouche sur l'Océan Atlantique au sud de l'Equateur. Elle est entourée à l'ouest et au nord par la République du Congo (Brazzaville), par la République centrafricaine et le Soudan à l'est par l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Tanganyika et la Rhodésie du Nord et, au sud, par la Rhodésie du Nord et l'Angola.

L'Equateur traverse le territoire du Congo, dont un tiers se trouve au nord et deux tiers au sud de cette ligne. La région centrale peu élevée est constituée par un plateau en forme de cuvette incliné vers l'ouest et couvert par la forêt tropicale humide. Le climat est donc chaud et moite dans cette région qui est entourée à l'ouest par un relief étagé au sud et au sud-est par de hauts plateaux, au nord-ouest par des prairies denses jusqu'au fleuve Congo et à l'est par des montagnes élevées. Le climat de cette dernière région est beaucoup plus tempéré que dans le reste du territoire. Dans la région sud-ouest, la saison des pluies dure d'octobre à mai; au nord de l'Equateur, elle va d'avril à novembre et, dans la région centrale, les précipitations sont assez régulières pendant toute l'année. La hauteur moyenne des pluies au Congo est d'environ 105 cm.

CONFIDENTIEL

C. Population

La population du Congo, qui compte quatorze millions de personnes, comprend essentiellement trois groupes ethniques:

1. Les Pygmées, qui sont considérés comme les premiers habitants du bassin du Congo. On estime leur nombre à environ quatre-vingt mille; ils sont concentrés dans les régions nord-est et est du Congo.

2. Les Nègres, qui comprennent:

a) les Bantous, qui sont les plus nombreux (environ neuf millions ;

b) les Soudanais, qui sont au nombre d'environ trois millions et habitent principalement le nord et le nord-est,

c) les Nilotiques, les moins nombreux, qui sont établis dans le nord-est du pays.

3. Les Hamites, représentés principalement par les bergers bahema, qui vivent près de la frontière orientale et sont peu nombreux.

Au moment de l'indépendance, peu de Congolais avaient reçu la formation nécessaire pour assumer de grandes responsabilités sur le plan administratif et politique. L'enseignement avait été organisé de façon à former dans la population des ouvriers spécialisés et semi-spécialisés ainsi que des employés de bureau. Aucun habitant du Congo, Congolais ou Européen, ne jouissait du droit de se prononcer efficacement au sujet de la direction des affaires publiques. Le nombre des chefs nationaux qui avaient reçu une formation ou qui avaient été nommés à des postes comportant des responsabilités était faible. Pour toutes ces raisons, les Congolais n'étaient pas préparés à prendre en main leur propre destinée et cette situation a abouti au chaos.

D. Economie

Sous l'administration belge, le Congo est devenu l'un des plus grands producteurs mondiaux de métaux et matières minérales primaires. On trouvera dans la comparaison ci-après des chiffres d'exportation relatifs à une période antérieurs à l'indépendance et d'autres relatifs à une période postérieure à celle-ci, une indication de l'aggravation de l'état de l'économie congolaise pendant les deux dernières années :

CONFIDENTIEL

PRODUITS	1959	1961
Café, (tonnes métriques)	93.411	33.923
Thé, (tonnes métriques)	3.501	24
Farine de manioc, (tonnes métriques)	49.865	5.789
Coton, (tonnes métriques)	52.790	15.221
Cuir et peaux, (tonnes métriques)	825	16
Cuivre, (tonnes métriques)	283.835	* 142
Zinc, (tonnes métriques)	54.500	* 2
Manganèse, (tonnes métriques)	386.184	* -
Diamant, (carats)	658.909	* 132.303
" (1000 carats)	14.196	18.011
Charbon, (tonnes métriques)	266.830	* -
Etain, (tonnes métriques)	13.197	* 7.527
Huile de palme, (tonnes métriques)	185.549	154.368
Or fin, (kilogrammes)	10.957	7.235

*Note: Ces chiffres ne comprennent pas la production du Sud-Kasai ou du Sud-Katanga, qui n'a procuré aucune rentrée en devises au gouvernement central.

En 1959, la valeur totale des exportations était estimée à 25 milliards de francs (500 millions de dollars), alors qu'elle n'était plus en 1961 que de six milliards de francs (120 millions de dollars).

E. Transports

1. Transport par eau

Le Congo bénéficie du grand avantage de pouvoir utiliser de nombreux cours d'eau navigables. Le fleuve qui a donné son nom au bassin constitue la principale artère desservant l'intérieur du pays; il se prête à la navigation commerciale sur une longueur de près de 2,000 km. Les navires de haute mer peuvent remonter le fleuve jusqu'au port de Matadi, à environ 140 km. de la côte. En raison de la présence de nombreux rapides, le fleuve n'est pas navigable entre Matadi et Léopoldville, mais ces deux villes sont reliées par un chemin de fer qui permet de transporter les marchandises en direction ou en provenance de l'intérieur du pays. D'autre part, tous les autres cours d'eau navigable se jettent dans le Congo, à divers confluent, entre Stanleyville et Léopoldville. Ce réseau de rivières, s'ajoutant à quatre grands lacs qui constituent une partie de la frontière orientale du pays, permet au Congo de disposer de plus de 14,000 km. de voies navigables ayant une importance commerciale.

2. Routes

Le Congo ne dispose pas d'un grand nombre de bonnes routes d'intérêt commercial. Le pays possède environ 36.000 km de routes principales et quelque 102.500 km de routes secondaires. Ce réseau routier, en outre, est en très mauvais état, car il n'a pas été entretenu depuis l'indépendance.

CONFIDENTIEL

Un grand nombre des routes principales indiquées sur les cartes ne sont, en fait, que des pistes étroites, tombées à l'abandon et dépourvues de revêtement.

3. Chemins de fer

Les moyens de transport ferroviaire en exploitation sont actuellement très limités. Le Congo possédait précédemment environ 5,120 km de chemin de fer; sur ce nombre, environ 3,200 kilomètres de voies se trouvent dans la province du Katanga. Par suite de la guerre civile qui a succédé immédiatement à l'indépendance et à la sécession du Katanga, une partie de ce réseau ne peut plus être exploitée.

4. Transports aériens

Le Congo possède 35 terrains d'aviation. L'aéroport de Léopoldville (qui a la piste commerciale la plus longue du monde) et l'aéroport d'Elisabethville seuls servent aux liaisons internationales. Les lignes aériennes internationales desservant Léopoldville sont la Pan American, la Sabena et l'Alitalia. Une ligne régulière intérieure, Air Congo, assure les transports dans toutes les régions principales du pays. Il existe également plusieurs services aériens de moindre importance exploités par affrètement.

F. COMMUNICATIONS

Les télécommunications congolaises sont très insuffisantes. Les grandes villes disposent de communications téléphoniques locales. Les liaisons téléphoniques entre la capitale nationale et les principales villes de province sont assurées par radio; on trouvera ci-après une indication approximative du temps nécessaire pour obtenir les communications interurbaines:

de Léopoldville à Coquilhatville	de 2 à 4 heures
" à Stanleyville	4 à 6 heures
" à Bukavu	4 à heures
" à Albertville	-
" à Luluabourg	2 à 4 heures
" à Matadi	2 à 4 heures

Le ministère des Postes assure le service téléphonique, dont l'exploitation laisse à désirer.

Le réseau télégraphique fonctionne normalement; on estime qu'il constitue la liaison la plus sûre, bien qu'il utilise le même système de transmission par radio que les services téléphoniques.

On ne peut compter sur l'acheminement du courrier en direction ou en provenance de l'intérieur du pays. Les exemples n'ont pas manqué de lettres qui mettaient des mois pour parvenir à destination. Par contre, le service du courrier aérien entre les villes desservies par des lignes commerciales ou des Nations Unies est satisfaisant.

USAID/Léopoldville TOAID A - 172

CONFIDENTIEL

Il semble, cependant, que des améliorations doivent intervenir prochainement. L'ONU établit actuellement des circuits commerciaux par télétype entre les grandes villes. L'achèvement des travaux est fixé à la fin de 1963 ou au début de 1964. Il est prévu que certaines heures seront réservées aux pouvoirs publics et tous les organismes gouvernementaux pourront utiliser les lignes pendant un temps déterminé. C'est là un élément encourageant, car cela permettra de garder une trace de la transmission des messages, tant en ce qui concerne l'expéditeur que le destinataire. L'ONU entreprend simultanément l'exécution de programmes de formation pour permettre de confier plus tard aux Congolais l'exploitation et l'entretien de ce réseau.

II. CREATION D'UNE BRIGADE FINANCIERE

La brigade financière a été créée en vertu de l'ordonnance qui figure intégralement ci-dessous:

ORDONNANCE N° 77 DU 24.5.62 PORTANT CREATION D'UNE BRIGADE FINANCIERE

Le Président de la République,

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo, spécialement en son article 17;

Vu le décret du 22 novembre 1926 relatif aux corps de police administrative;

Vu le décret du 8 mai 1958 portant code de l'organisation et de la compétence judiciaire, spécialement en son article 5;

Sur la proposition du Premier Ministre,

O R D O N N E

CHAPITRE PREMIER

CREATION ET MISSION

Article 1er - il est créé un corps de police administrative dénommée "Brigade financière".

Article 2 - La Brigade financière a pour mission:

- 1°/ de prévenir, rechercher et constater les infractions aux dispositions législatives et réglementaires relatives au régime douanier, au contrôle des changes et du commerce extérieur, à la contrefaçon, à la falsification et à l'imitation des signes monétaires, ainsi qu'au régime des pierres précieuses et des métaux précieux;
- 2°/ de surveiller des frontières aux fins indiquées ci-dessus et d'assurer la garde des bureaux du Trésor, des sièges de la Banque Nationale et des établissements détenant des fonds publics.

Article 3 - La Brigade financière doit assistance à toute personne qui étant en danger réclame son recours.

Article 4 - La Brigade financière ne peut être utilisée à d'autres fonctions que celles prévues par la présente loi; si ce n'est en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance.

/....

CHAPITRE II
ORGANISATION

Article 5 - La Brigade financière est placée sous l'autorité d'un Comité interministériel permanent composé du Premier Ministre, Président ou de son délégué, du Ministre de la Défense Nationale, du Ministre des Finances et du Ministre de la Justice.

Article 6 - La Brigade financière est placée sous la direction effective d'un Directeur nommé par le Comité repris à l'article 5, assisté d'un délégué des Ministres de la Défense Nationale, des Finances et de l'Intérieur.

Article 7 - Le Comité interministériel permanent décide de l'effectif de la Brigade, de sa composition, de la durée pendant laquelle ses membres seront détachés de leur administration d'origine, des modalités de ce détachement, du recrutement et de la formation professionnelle, des traitements et récompenses, des nominations, avancements et mutations, des achats d'équipement et de matériel et en général de toute question relative à la structure, organisation et au fonctionnement de la Brigade financière.

Il pourra déléguer certains de ses pouvoirs au Directeur de la Brigade financière.

Article 8 - Le Directeur de la Brigade financière est responsable de l'exécution des décisions du Comité interministériel. Il est chargé de la direction effective de la Brigade financière et a l'obligation d'organiser la préparation et de contrôler l'exécution des opérations requises pour l'accomplissement des tâches confiées à la Brigade. Sous réserve de l'approbation ultérieure du Comité interministériel, il arrête le budget annuel et les comptes. Il contrôle la gestion des fonds confiés à la Brigade ou à ses agents. Il exerce les pouvoirs disciplinaires à l'égard des membres de la Brigade.

Article 9 - La Brigade financière est divisée en deux sections :

- 1^o/ Les "Gardes Frontaliers" qui, sous l'autorité d'un Officier supérieur détaché de l'Armée Nationale et placé sous l'autorité du Directeur de la Brigade financière, sont chargés d'assurer la surveillance des frontières de la République, au moyen de patrouilles aux fins de prévenir, rechercher, constater les infractions visées au 1^o de l'article 2. Ils peuvent également être chargés de la garde des établissements détenant des fonds publics, tels que les sièges de la Banque Nationale et les bureaux du trésor.
- 2^o/ La "Police financière" qui, sous l'autorité directe du Directeur de la Brigade financière ou de son délégué est chargée de la prévention, la recherche et la constatation de toutes les infractions visées à l'article 2. Elle devra à cet effet exercer sa surveillance aux ports, quais, bureaux de douane, aéroports et tout autre lieu public où l'on peut préparer ou commettre ces infractions.

/.....

Article 10 - L'effectif des " Gardes Frontaliers " sera composé d'officiers, sous-officiers et d'hommes détachés individuellement des troupes professionnelles de l'Armée Nationale et éventuellement des forces aériennes et navales congolaises. Ils conserveront dans leur nouvelle affectation les droits et les devoirs du personnel militaire. Ils seront justiciables des tribunaux militaires dans les conditions prévues par la loi sur l'organisation judiciaire. Pendant leur affectation à la Brigade financière, le Comité interministériel pourra les commissionner à des grades supérieurs et leur allouer des traitements et autres avantages différents de ceux dont ils jouissaient dans leurs unités d'origine.

Article 11 - La Police financière sera composée d'agents détachés de la Sûreté Nationale et éventuellement d'agents spécialement recrutés à cet effet.

Les agents détachés de la Sûreté Nationale conserveront dans leur nouvelle affectation les droits et devoirs du personnel de leur administration d'origine. Pendant leur affectation à la Brigade financière, le Comité interministériel pourra les commissionner à des fonctions supérieures et leur allouer des traitements et avantages différents de ceux qui étaient les leurs dans leur administration d'origine.

Article 12 - Les traitements et autres avantages pécuniaires du personnel, qu'il soit personnel propre ou personnel détaché d'autres administrations, le matériel acquis directement ou cédé par d'autres administrations, seront imputés au budget de la Brigade financière.

Article 13 - La Brigade financière établira un budget annuel séparé qui sera incorporé à celui du Ministère des Finances. Le Ministère des Finances a droit de regard et de contrôle sur les dépenses de la Brigade financière.

CHAPITRE III - COMPETENCE

Article 14 - Les officiers et sous-officiers des Gardes Frontaliers et les membres de la Police financière sont officiers de police judiciaire à compétence générale sur tout le territoire de la République.

Article 15 - Tout membre de la Brigade financière qui aura découvert une infraction de la compétence de la Brigade financière peut arrêter le délinquant à charge de le faire conduire sans délai devant les autorités judiciaires compétentes. Dans le cas d'infraction douanière le délinquant sera présenté au bureau des douanes le plus proche qui constatera et fera rapport à la Direction de Douanes dans les 24 heures. Il sera dressé procès-verbal de ces opérations dans les 24 heures. Ce procès-verbal sera transmis au Ministre des Finances et au Directeur de la Brigade financière.

/...

Article 16 - Tout commandant d'unité ou de détachement de la Brigade financière peut, lorsque des moyens se révèlent insuffisants, requérir l'assistance de l'Armée Nationale, de la gendarmerie, de la police ou des autorités civiles.

Tout membre de la Brigade financière peut, lorsqu'il est attaqué dans l'exercice de sa mission, requérir l'assistance des personnes présentes sur les lieux; ces personnes sont tenues d'obtempérer. En cas de refus, elles sont punissables d'une peine de servitude pénale d'un à trois jours et d'une amende de Frs. 25 à 100 ou d'une de ces peines seulement.

Article 17 - Dans l'exercice de leurs fonctions les membres de la gendarmerie peuvent en cas d'absolue nécessité, employer la force des armes à feu, dans les conditions prévues à l'article 6 de l'ordonnance législative N° 081/188 du 11.5.60.

CHAPITRE IV

Tenue

Article 18 - Les Gardes Frontaliers porteront un uniforme. Ils se distingueront des forces armées ou de police par des insignes qui établiront leur appartenance à la Brigade financière. Le port de l'uniforme sera obligatoire pendant le service. Ils seront autorisés à porter des armes pendant le service.

Article 19 - Les agents de la "Police Financière" ne porteront pas d'uniforme en service normal. Ils seront munis de documents qui établiront clairement leur appartenance à la Brigade Financière. Ils seront autorisés à porter des armes pendant le service.

Article 20 - Le Premier Ministre et le Ministre des Finances sont tout spécialement chargés de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur le jour de sa signature.

FAIT A LEOPOLDVILLE, LE 24 Mai 1962

par le Président de la République

J. Kasavubu

le Premier Ministre

Cyrille Adoula

le Ministre des Finances

E. Bamba

III. EQUIPE D'ENQUETE

Le Gouvernement des Etats-Unis, par l'intermédiaire de son Agency for International Development (AID), a offert au Gouvernement congolais de l'aider en lui fournissant une assistance technique.

A. Composition de l'équipe

L'AID a demandé au Bureau of Customs et à l'Immigration and Naturalization Service des Etats-Unis de détacher deux membres de leur personnel francophone qui seraient chargés d'effectuer pour elle une enquête.

B. Mission

L'équipe d'enquête a reçu la mission suivante : "L'équipe se renseignera sur l'étendue des opérations de contrebande qui ont lieu à l'entrée et à la sortie du Congo sur des marchandises pour lesquelles des droits ou taxes devraient être légalement perçus pour le compte du Gouvernement congolais ainsi que sur les méthodes utilisées pour cette contrebande ; elle effectuera ensuite une enquête en vue de déterminer les mesures qui pourront être recommandées au gouvernement congolais pour mettre fin efficacement à cette contrebande. L'équipe examinera le projet de constitution d'une brigade financière et fera des recommandations, qui seront présentées par l'intermédiaire de l'ONU au sujet des conditions qui permettraient de faire de la brigade un organe capable d'assurer efficacement l'exécution des lois et décrets congolais en matière douanière; ces conditions concernent l'organisation, l'administration, la dotation en personnel, la formation des fonctionnaires, les opérations et le matériel de la brigade. En outre, l'équipe déterminera quels sont les besoins particuliers de la brigade financière en ce qui concerne le matériel qui pourrait être fourni en partie par le gouvernement des Etats Unis, compte tenu 1) des responsabilités confiées à la brigade et 2) de l'aptitude de la brigade à utiliser et à entretenir ledit matériel. L'équipe fera parvenir à L'AID, à Washington, un rapport écrit contenant ses conclusions ainsi que ses recommandations sur les mesures que le gouvernement congolais devrait prendre pour assurer une meilleure exécution de la législation douanière par l'intermédiaire de la brigade financière et les recommandations qu'elle sera amenée à formuler au sujet de l'assistance dont le gouvernement congolais aura besoin, en ce qui concerne les avis d'experts et le matériel, pour accroître les possibilités d'action de la brigade financière si une telle assistance peut être fournie par les Etats-Unis."

IV. VOYAGES DE TRAVAILA. Léopoldville

1. Bac de Brazzaville : à plusieurs reprises, l'équipe s'est rendue aux appontements à l'arrivée et au départ des bacs et a observé la façon dont les inspections avaient lieu. A l'intérieur de la zone de contrôle douanier, tous les arrivants et les partants étaient mêlés les uns aux autres et de nombreux non voyageurs circulaient également parmi eux:

L'ensemble de l'opération peut être décrit en deux mots: désordre total. On a également signalé que seuls des individus honnêtes se présentent au contrôle douanier. Le 14 août 1962, nous avons observé en 15 minutes huit infractions aux règles douanières. Nous avons vu une femme dissuader un inspecteur des douanes d'examiner le contenu d'un grand sac qu'elle portait. Aucun des véhicules qui sont passés au poste de douane, à l'arrivée ou au départ, n'a été soumis à une inspection réelle. Le 16 août 1962, l'équipe, qui était accompagnée d'un fonctionnaire congolais des douanes, s'est de nouveau rendue à l'embarcadere du bac de Brazzaville; elle a relevé, cette fois là, 10 irrégularités douanières au cours d'une période d'observation d'une heure, bien que les douaniers aient été avertis de la présence des experts et du fonctionnaire des douanes et se soient mis en devoir de faire de leur mieux.

Depuis son arrivée au Congo, l'équipe a procédé à de nombreuses inspections aux abords du fleuve, dans la région de Léopoldville et a fait une enquête sur l'importance des problèmes qui se posent, afin de formuler les recommandations nécessaires pour venir à bout de la contrebande. A plusieurs reprises, le plus souvent à l'approche du soir, nous avons observé, non loin de l'embarcadere du bac, l'arrivée de canots venant de Brazzaville, chargés de cartons de marchandises.

Nous avons appris que, dans le passé, un certain nombre de véhicules volés à Léopoldville avaient été exportés à Brazzaville par le bac. Au cours de nos nombreuses visites à l'embarcadere, nous n'avons jamais vu exercer un contrôle sur un véhicule au départ de Léopoldville pour vérifier les titres de propriété ou pour assurer le retour du véhicule au Congo.

2. Bureau du Directeur des Douanes. Nous nous sommes rendus à plusieurs reprises au bureau du Directeur des douanes. Ce bureau semble fonctionner de façon assez efficace, mais le volume du travail qu'il doit effectuer est trop important pour qu'une personne puisse l'accomplir convenablement. Le Directeur pouvait compter naguère sur trois assistants. Depuis, l'un d'eux a été nommé directeur de la brigade financière et, par conséquent, le directeur des douanes ne lui confie plus aucun travail. Un autre assistant, qui porte beaucoup plus d'intérêt à son affaire de brasserie qu'à son travail à la Direction des douanes, ne donne à celle-ci que quelques heures par jour. Le troisième assistant poursuit actuellement des études à Genève (Suisse).

Nous avons trouvé dans le Directeur des douanes, qui nous a accompagnés au cours d'une tournée de deux semaines sur la frontière orientale, un homme honnête, capable et dynamique. Néanmoins, il a tendance à se laisser décourager par le rôle difficile dont il est chargé. Il ne dispose pas du temps nécessaire pour s'occuper suffisamment de toutes les affaires et, par suite, il en abandonne une partie dans l'espoir que les choses finiront par s'arranger d'elles-mêmes.

3. Entrepôt des douanes. Nous avons visité l'entrepôt le 16 août 1962. Nous avons constaté que les employés des douanes de l'entrepôt de Léopoldville ne mettent guère d'ardeur à inspecter les marchandises et à les vérifier au vu des manifestes. Nous avons appris qu'une vérification de contrôle n'a jamais été effectuée par un fonctionnaire des cadres supérieurs. L'avancement du personnel a lieu à l'ancienneté et ne tient pas compte des titres qui pourraient être exigés pour pourvoir un poste. L'actuel chef du personnel de contrôle de l'entrepôt a été nommé à son poste en raison de son ancienneté, mais il n'est guère capable de lire et d'écrire.

4. Bureau de comptabilité des douanes. L'équipe a visité le 16 août 1962 la section du bureau des douanes chargée de la comptabilité et de la perception. Notre inspection, effectuée assez rapidement, nous a permis de constater que cette section fonctionne de façon assez efficace.

5. Contrôle douanier postal. La section des douanes de l'administration postale a reçu la visite de l'équipe le 29 août 1962. Les employés des douanes ont indiqué qu'en règle générale, les colis postaux, à l'arrivée comme au départ, ne faisaient pas l'objet d'une inspection s'ils étaient accompagnés d'une déclaration. Ainsi, en l'absence de toute vérification, la falsification des déclarations et la sous-estimation de la valeur des colis sont très répandues. Nous avons appris que pour le calcul de la somme à percevoir, on prend en considération la description et la valeur déclarée de la marchandise qui sont indiquées sur la facture l'accompagnant. Personne n'ignore qu'il est de pratique courante de diviser les expéditions de marchandises en petits colis afin d'éviter l'application des conditions qui limitent l'entrée des marchandises et la nécessité de se procurer une licence d'importation; néanmoins, aucune mesure n'est prise pour remédier à cette situation. Il n'existe aucun programme suivi pour assurer la vérification par sondage des colis arrivant au Congo.

6. Aéroport international. L'équipe s'est rendue plusieurs fois à l'aéroport pour y étudier la procédure douanière. Nous avons noté qu'en dehors des passagers, de nombreuses personnes avaient la faculté de franchir l'enceinte douanière et même de se rendre sur l'aire de stationnement. Ces personnes se mêlaient aux passagers, auxquels elles donnaient ainsi une excellente occasion de passer des marchandises sans crainte de saisie, car ces personnes ne sont pas soumises au contrôle des douanes. Cependant, nous n'avons jamais eu l'occasion, au cours de nos visites à l'aéroport, de voir une seule personne subir un contrôle particulièrement attentif ou une fouille pour le dépistage de la contrebande. Nos observations nous ont permis de constater que seuls les bagages des voyageurs honnêtes et respectueux des lois étaient soumis à la fouille. Les contrebandiers éventuels s'arrangeaient pour passer la douane sans inspection, en témoignant une amitié inhabituelle pour le fonctionnaire des douanes, en faisant du tapage, en montrant de l'arrogance, ou en menaçant le douanier.

Le jour de notre arrivée au Congo, nous avons été parmi les premiers à subir le contrôle douanier légal, qui a demandé plus d'une heure. De nombreux passagers ont été accueillis et escortés vers une sortie secondaire, pendant que les autres, parmi lesquels nous nous trouvions, attendaient dans la salle de réception. Les membres des équipages d'avions semblaient pouvoir agir à leur guise dans l'aéroport; leurs bagages ne sont pas passés à la douane et n'ont pas été inspectés.

B. Matadi

1. Bureau de douane. L'équipe s'est rendue le 20 août 1962 au port de mer de Matadi. Nos observations et les entretiens que nous avons eus nous ont permis de constater que l'on ne tirait pas parti de l'expérience du conseiller des Nations Unies affecté à ce port. Un conseiller douanier belge rémunéré par le gouvernement congolais donne des avis à la direction locale des douanes, ce qui constitue un double emploi et une dépense supplémentaire. Le jour de notre visite, il n'était pas possible de rencontrer le contrôleur des douanes; nous avons été accueillis par le contrôleur adjoint, qui était en état d'ébriété.

2. Installations portuaires. Les installations portuaires et entrepôts de l'OTRACO à Matadi sont les meilleurs du pays. Plusieurs accès au port desservis par des douaniers permettent de contrôler l'entrée et la sortie des personnes. Pendant que nous examinions les installations portuaires, nous avons observé un marchand de Matadi qui montait à bord d'un navire étranger amarré à l'appontement. Cette personne a pris contact avec le maître d'hôtel du navire pour lui acheter des marchandises. Notre enquête a montré que ce marchand n'avait jamais présenté de demandes de dédouanement. Cependant, il n'a eu aucune difficulté à passer devant les douaniers se trouvant à la porte des docks.

La zone portuaire est entourée de grilles, sauf sur une longueur de plusieurs centaines de mètres derrière les entrepôts. L'une des routes principales d'accès à la ville longe la partie de la zone portuaire qui est dépourvue de clôture. Nous avons appris que des vols importants et une grande activité de contrebande avaient eu lieu par le passé en cet endroit non protégé. Nous avons eu l'occasion d'observer, pendant notre séjour, un homme enlever impunément d'une zone dont l'accès est interdit des marchandises emballées dans une caisse en bois dont les dimensions étaient d'environ 90x45x15 cm. Nous avons aperçu des marchandises importées clandestinement dans divers lieux publics.

Nous avons constaté qu'un autre problème important se pose en ce qui concerne le recrutement, la direction et le contrôle du personnel auxiliaire des douanes. Le contrôleur des douanes est habilité à recruter le personnel de cette catégorie et il est seul chargé d'en fixer l'effectif. Le jour où nous nous sommes rendus au port, nous avons trouvé plusieurs de ces auxiliaires qui attendaient derrière un entrepôt la fin de leur service.

Nous avons appris que les infractions qui ont lieu dans cette zone portuaire favorisent la contrebande de marchandises de toutes sortes, notamment de produits de luxe, ainsi que l'exportation illicite des armes vers l'Angola.

C. ALBERTVILLE

Nous nous sommes rendus le 6 septembre 1962 dans ce port situé sur le lac Tanganyika. Les installations portuaires d'Albertville comptent parmi les meilleures du pays. Nous avons constaté que, dans ce port comme dans les autres, le service douanier nous soumettait à un contrôle en règle à notre entrée dans la zone portuaire, alors que nous pouvions voir des autochtones entrer ou sortir de cette zone, même porteurs de marchandises sans qu'il soit fait obstacle à leurs mouvements. En nous adressant aux fonctionnaires de la douane du port, nous avons appris que les recettes douanières étaient déposées à la banque au compte du gouvernement central. Cependant, les deux tiers des recettes douanières sont transférés au compte du gouvernement provincial.

Pas plus que dans les autres ports où nous nous sommes rendus, nous n'avons trouvé à Albertville de procédures d'estimation des marchandises; la valeur des marchandises sur facture, ou leur valeur déclarée, est acceptée.

La vérification du contenu des colis indiqué dans le manifeste ne pourrait être plus négligée. Les enquêtes effectuées en ce domaine montrent que les principales infractions relevées à l'importation concernent les entrées de tissus, de chaussures, de sel, d'appareils radio, de bijouterie, d'effets personnels et de savon; à la sortie, les infractions relevées portent sur l'ivoire, l'or, le diamant et le café.

D. BUKAVU

L'équipe est arrivée dans cette ville le 6 septembre 1962 et elle y a procédé à l'enquête habituelle. Elle a constaté que l'armée et la police avaient fait obstacle dans la région au fonctionnement des services douaniers. Non seulement elles ont empêché les douaniers d'accomplir leur devoir, mais en outre, moyennant une modeste rémunération, des soldats et des policiers ont fait passer les contrôles douaniers à des contrebandiers; dans certains cas même ils ont aidé ceux-ci à franchir la frontière en dehors du poste de douane.

De nombreux renseignements défavorables nous sont parvenus au sujet du contrôleur des douanes affecté à ce port. Il avait été informé de notre arrivée à l'avance et savait que nous serions accompagnés du directeur des douanes; néanmoins, il s'est présenté à nous en état d'ivresse.

Dans cette région, les principales infractions douanières intéressent les transports clandestins de café, de thé, de bière et d'ivoire, qui ont lieu la nuit sur le lac et par voie de terre.

E. KALUNDU

L'équipe s'est rendue le 7 septembre 1962 au bureau de douane de Kalundu. Le receveur des douanes de ce port est un fonctionnaire intelligent, efficace et consciencieux. Il venait de procéder à un certain nombre de saisies. De plus, nous avons constaté que ses livres et son bureau étaient parmi les mieux tenus que nous ayons vus. Ce petit port situé sur le lac Tanganyika dispose d'installations excellentes et est assez actif. Il serait possible de percevoir plus de redevances sur les importations et les exportations si l'on assurait une bonne observation des règlements douaniers dans la région environnante.

Dans ce secteur, les principales infractions concernent l'exportation du café, du coton, de l'or et de l'ivoire.

F. GOMA

Goma connaît les mêmes problèmes que Bukavu en ce qui concerne les interventions de l'armée et de la police. On a appris de plusieurs sources différentes qu'un douanier avait récemment laissé passer, moyennant un don de deux caisses de bières, un asiatique transportant un lot de marchandises sans lui demander de verser les droits exigibles. Dans cette région, les infractions les plus importantes intéressent le café, la bière, les haricots et l'huile de palme, qui sont passés la nuit en contrebande sur le lac Kivu. On a appris d'autre part que la récolte de café, au nord de Goma, avait diminué de vingt pour cent par rapport à l'année précédente, en raison de la mauvaise gestion des plantations de café et de mauvaises méthodes de culture.

G. VITSHUMBI

L'équipe s'est rendue le 10 septembre 1962 à l'extrémité méridionale du lac Edouard, près de Rwindi, dans le Parc National Albert, où existe une grande usine de conserves de poisson. Elle a appris que cette usine importe régulièrement de l'Ouganda environ 5,000 livres de sel par mois, mais que les douanes n'avaient enregistré aucune importation de ce genre au cours des deux dernières années.

H. KASENYI (ORIENTALE)

Le port de Kasenyi a reçu la visite de l'équipe le 11 septembre 1962. Les livres du bureau de douane étaient bien tenus; cependant, aucune opération légale d'importation ou d'exportation n'avait été faite récemment. Les eaux du lac Albert, dépassant d'un mètre trente le niveau normal, avaient inondé l'embarcadere.

La dernière récolte de café de cette région avait atteint un volume très inférieur à la normale.

L'enquête à laquelle nous nous sommes livrés dans ce secteur a montré que le café et l'huile de palme étaient exportés illégalement de nuit par de petits bateaux. Le personnel douanier actuel n'a fait aucun effort pour appréhender les personnes qui se rendent coupables de violations du règlement douanier ou pour effectuer des saisies.

I. BUNIA

L'enquête effectuée dans cette région nous a permis de constater que la récolte de café avait été très inférieure à celle de l'année précédente. Si les mines d'or qui se trouvent à moins de 32 km de Bunia, ont cessé de fonctionner, les autochtones extraient cependant un peu de métal précieux qu'ils vendent à des contrebandiers venus des pays voisins. Dans ce secteur, les infractions ont lieu en majeure partie à l'occasion des exportations illicites de café et d'or.

J. MAHAGI

Le bureau de douane de Mahagi, visité par l'équipe le 13 septembre 1962, bénéficie d'une installation matérielle excellente, mais insuffisante pour le volume du travail qu'il doit exécuter.

Le receveur, récemment nommé, a fait preuve de beaucoup d'initiative, puisqu'il a effectué plusieurs saisies. Ses livres et son bureau sont tenus de façon efficace. Là encore, l'armée et la police se sont ingérées dans les opérations douanières. Nous avons appris que les exportateurs de la région de Stanleyville recevaient leur licence d'importation dans cette dernière ville et qu'ils ne faisaient pas plomber leurs marchandises au point de chargement. Il est de notoriété publique que les exportateurs ajoutent des marchandises au contenu de leurs colis entre le point de chargement et Mahagi et qu'aucune taxe à l'exportation n'est perçue sur ces marchandises ajoutées.

Bien que le personnel douanier ait pris certaines mesures pour les empêcher, on est fondé à croire que de nombreuses infractions se produisent dans ce secteur à l'exportation, notamment en ce qui concerne le café, le bétail et l'or. L'équipe a appris qu'il existe dans la région un certain nombre de pistes sur lesquelles les jeeps ne peuvent pas s'engager. Nous avons recommandé l'affectation à ce bureau d'un certain nombre de bicyclettes qui permettront d'effectuer les tournées voulues dans cette région.

K. ARU

Les membres de l'équipe se sont rendus dans ce bureau le 14 septembre 1962. Ce poste frontière de terre possède des installations satisfaisantes. Nous avons trouvé des livres incomplets; ce fait est peut-être dû à la récente nomination du nouveau receveur des douanes. Nous avons interrogé le personnel, ce qui nous a permis d'apprendre qu'aucun effort n'était entrepris pour venir à bout des infractions qui se produisent dans le secteur; le personnel estimait qu'il n'était pas question pour lui de s'aventurer la nuit sur les pistes utilisées par les contrebandiers, de crainte d'être mis à mal.

Tout comme dans la région de Mahagi, il y a dans le secteur d'Aru de nombreuses pistes sur lesquelles le seul véhicule utilisable est la bicyclette. C'est pourquoi les recommandations que nous formulons pour cette unité comprennent ce type de moyen de transport.

Nous avons appris, après enquête, que des exportations illicites sont faites dans cette région; elles portent sur le café, l'essence, l'or, la bière et le bétail et permettent d'obtenir des shillings de l'Ouganda, pour lesquels on obtient un taux de change très favorable. En ce qui concerne les importations, les activités illicites portent principalement sur les vêtements. Le 14 septembre 1962, à 11h.15, nous avons constaté qu'un douanier recevait des francs-papier des mains d'un conducteur de camion dont la plaque d'immatriculation était: URX406 (Ouganda). Le douanier a ensuite fait une inspection superficielle du camion avant de le laisser passer.

Nous avons noté d'autre part que les automobilistes perdaient beaucoup de temps au bureau de douane en attendant que leur passage soit accepté ou que leur véhicule soit contrôlé. A notre avis, ce fait suffisait à encourager la pratique des entrées et des sorties illicites.

L. KASINDI

Nous nous sommes rendus à ce poste le 16 septembre 1962. Nous y avons trouvée essentiellement les mêmes problèmes et les mêmes insuffisances qu'à Lulu. D'autre part, nous croyons que le village de Mutwanga, qui possède plusieurs plantations étendues, est le centre de la contrebande locale de café et de coton.

La plupart des infractions sont commises par des autochtones transportant à travers la frontière des charges de 25 à 50 kilos chacun.

Le receveur de ce port a indiqué qu'il n'y avait pas de contrebande sur le lac Edouard, mais les douanes de l'Ouganda, plusieurs jours plus tard, nous ont appris que la police de Katwe (Ouganda) avait saisi 50 sacs de café congolais qui avaient été introduits en Ouganda, au cours du mois de juillet, sur des bateaux traversant le lac.

Le fonctionnaire des douanes de l'Ouganda chargé du poste situé en face de Kasindi nous a dit également que des quantités importantes de café congolais étaient importées légalement en Ouganda. Lorsque nous avons vérifié les livres au bureau de douane de Kasindi, il nous a été impossible de trouver mention des passages en douanes correspondant à ces exportations. Le 18 septembre 1962, nous avons de nouveau visité ce poste et nous y avons trouvé 3 camions réfrigérés de l'Ouganda contenant un chargement de viande fraîche, qui étaient retenus à la frontière par le service des douanes, la licence congolaise d'importation n'ayant pas été présentée dans les formes requises. A 9h40 du matin, nous avons vu deux autochtones enlever de l'un des camions deux lourds quartiers de viande et passer à pied avec leur charge devant le bureau de douane sans le moindre obstacle.

M. ISHASHA

L'équipe s'est rendue à ce port le 18 septembre 1962. Les installations d'Ishasha pourraient être parmi les meilleures du pays, pour un port d'importance modeste, si leur état de propreté et leur entretien étaient convenablement assurés. Il ne nous a pas été possible de vérifier les livres d'importation et d'exportation, ces documents étant gardés sous clef. Le receveur, qui détenait la seule clef, était parti depuis trois jours.

Les principales infractions dans ce secteur concernent l'exportation du thé, du café, de l'ivoire et des peaux.

Le personnel des douanes d'Ishasha craint les contrebandiers et, par conséquent, il n'y a pas eu de saisie pendant les deux dernières années et l'on ne fait aucun effort pour réprimer les infractions.

N. BUNAGANA

Nous avons trouvé ici, dans l'ensemble, les mêmes problèmes qu'à Ishasha, avec des infractions identiques.

O. RENSEIGNEMENTS DIVERS

1. Ancienne province de l'Equateur. M. Maysa, fonctionnaire supérieur des douanes, a effectué en juillet et août de l'année en cours une tournée d'inspection dans l'ancienne province de l'Equateur. Lorsque l'équipe a eu avec lui un entretien le 30 août, il a déclaré qu'il n'y avait pas de contrebande organisée entre Léopoldville et Coquilhatville. Il a indiqué d'autre part que les douaniers de ces deux régions effectuent des patrouilles à pied, jusqu'à une distance d'environ cinq km. de chaque côté du bureau de douane. Les premières indications montrant l'existence de la contrebande ont été observées à très peu de distance au sud de Libenge, sur l'Ubangi et l'on a noté dans la région de Zongo de nombreux signes d'activité.

ce
Dans/secteur, les principales infractions douanières concernent l'importation de toutes sortes d'articles de ménage. Les produits exportés illégalement sont le café, le thé, l'ivoire et l'huile de palme.

Peu de temps avant la visite de M. Maysa, les douaniers de Zongo ont saisi 50 caisses de thé et de café et plusieurs saisies moins importantes ont été effectuées à Libenge.

Le fait que les douaniers appartiennent à une tribu autre que celle qui peuple le secteur est considéré comme l'un des facteurs qui ont rendu ces saisies possibles.

2. Région de Luluabourg. En raison de la situation instable, nous n'avons pas été en mesure de nous rendre dans cette région. Nous avons appris d'habitants de la région de Luluabourg que de nombreux autochtones vendent des diamants de qualité inférieure dans les rues de Tshikapa. Les pierres de bonne qualité sont généralement achetées par des diamantaires. Il nous a été indiqué que la plus grande partie des pierres qui font l'objet des exportations illicites sont vendues sur l'intervention directe ou indirecte des chefs provinciaux.

3. Léopoldville. Des diamants nous ont été proposés à plusieurs reprises à Léopoldville. Trois pierres nous ont été montrées une fois à titre d'échantillon et il nous a été dit alors que l'on pouvait se procurer à un prix raisonnable de plus grandes quantités de diamants. Ces pierres étaient présentées comme provenant de la région de Tshikapa.

Nous avons appris que ce type de marchandises a été proposé à des Américains et à des membres du personnel des Nations Unies.

4. Brazzaville. Les membres de l'équipe ont eu plusieurs entretiens à Londres (Angleterre), le 7 août 1962. Nous avons appris de source digne de foi que les exportations de diamants en provenance de Brazzaville et parvenant en Angleterre étaient autrefois de 35,000 carats par mois en moyenne. Cependant, les exportations d'avril dernier ont été de 223,000 carats et celles de mai de 113,000 carats. Nous avons appris que cette brusque augmentation était due aux exportations illicites des diamants de Tshikapa qui quittaient le Congo par Léopoldville. On nous a indiqué qu'une grande quantité de diamants était transportée hors de la région de Tshikapa sur de petits avions privés.

P. RECOMMANDATIONS

1. Recommandations spéciales

a. Bac de Léopoldville. Il est nécessaire de procéder à une réorganisation matérielle des installations portuaires. Il faut que les personnes qui arrivent au Congo ou qui en partent par le bac puissent traverser la zone réservée au contrôle douanier de telle façon qu'elles soient séparées des personnes qui doivent demeurer à l'extérieur de cette zone.

b. Entrepôt de la douane. Il est nécessaire de mettre au point un programme prévoyant un contrôle par sondages effectués au hasard et portant sur dix pour cent du moins des marchandises, ainsi que la vérification des déclarations du manifeste d'après le contenu des colis.

c. Service Postal. Il est également nécessaire d'assurer un contrôle par sondage portant sur dix pour cent au moins des colis confiés au courrier international. Ce contrôle ne devrait avoir lieu qu'au bureau central des postes à Léopoldville.

d. Aéroport de Léopoldville. Des mesures doivent être prises afin de rendre plus rapide le passage des voyageurs des lignes internationales. Il ne faut permettre aucun contact avec les voyageurs arrivant à Léopoldville jusqu'à ce qu'ils aient rempli les formalités de douane. Les passagers qui partent de Léopoldville ne doivent avoir aucune possibilité de contact avec le public lorsqu'ils ont pénétré dans la zone de contrôle douanier. Il ne faut pas permettre au public de se mêler aux passagers des lignes internationales, à l'arrivée ou au départ, comme cela est actuellement toléré au voisinage des avions. Les bagages doivent être soumis au contrôle par sondage habituel portant sur dix pour cent des colis. Les membres des équipages d'avions et leurs effets personnels seront soumis périodiquement à des contrôles partiels.

Les zones où sont entreposées les marchandises destinées aux échanges internationaux doivent être complètement encloses. L'accès à ces zones doit être contrôlé de façon stricte et réservé aux seules personnes autorisées. Il faudrait soumettre le personnel de garde à l'habituel contrôle par sondage portant sur dix pour cent de l'effectif.

e. Installations portuaires. Les zones réservées à l'entreposage des marchandises du commerce international devraient être complètement entourées de barrières. Le contrôle de l'accès à ces zones doit être strict et être réservé aux seules personnes autorisées. Un service de garde devrait être assuré jour et nuit.

f. Vitshumbi. L'importante usine de conserves de poisson située à Vitshumbi peut être soumise à une visite périodique de contrôle qui permettrait de s'assurer de l'importance des importations de sel et du calcul exact des redevances. Si cela était possible, il y aurait lieu d'évaluer le montant des redevances et amendes correspondant aux importations de sel qui ont été effectuées pendant les dernières années sans déclaration.

2. Recommandations générales

a. Contrôle des véhicules. Un contrôle rigide devrait être institué à l'entrée et à la sortie des véhicules. Il faudrait délivrer des permis douaniers indiquant le numéro d'immatriculation, le propriétaire et le conducteur. Le permis serait restitué au départ du Congo, en ce qui concerne les véhicules sous immatriculation étrangère; pour ce qui est des véhicules congolais, le permis serait rendu à la rentrée du véhicule au Congo.

Les véhicules enregistrés à l'étranger et utilisés principalement au Congo devraient être soumis aux droits d'importation habituels, à moins qu'ils n'en soient spécialement exemptés par l'effet d'une loi ou d'un accord entre pays.

b. Exportations et importations illicites. Pour prévenir les infractions, il faudrait procéder à un contrôle étroit sur les personnes, les véhicules, les bateaux et les avions à l'arrivée et au départ. Cette mesure est particulièrement souhaitable dans les petits postes frontaliers de douane.

c. Uniformes. Les douaniers n'ayant pas de fonctions administratives devraient porter l'uniforme.

d. Vérification. La vérification du contenu des colis sur la base de la licence d'exportation doit être effectuée au moment de l'exportation.

En ce qui concerne les marchandises importées, il faudrait que l'un des fonctionnaires principaux des douanes effectue une deuxième vérification par sondage.

e. Entrées et sorties. Le contrôle doit être exécuté avec diligence et efficacité afin d'éviter d'imposer aux voyageurs des retards inutiles. Cette recommandation doit être appliquée tout particulièrement aux ports d'entrée secondaires.

f. Entretien des locaux. Il faudrait déployer des efforts pour que les bureaux soient plus présentables. De nombreux étrangers reçoivent dans ces bureaux leur première impression du Congo et il y a beaucoup à faire pour améliorer l'état de choses en ce domaine.

g. Infractions de peu de gravité. Les cas d'infractions mineures à la réglementation douanière devraient être réglés à l'échelon du contrôleur des douanes, sous réserve de l'approbation ultérieure du Directeur des douanes. Ceci permettrait de réduire le volume de travail déjà considérable qui incombe au Directeur et permettrait d'arriver à un règlement efficace et plus satisfaisant de chaque affaire.

h. Licences. Les douaniers ne devraient pas accepter le passage de marchandises soumises aux exigences de la licence tant qu'il ne leur est pas présenté une licence en cours de validité et dans la forme requise. Les marchandises devraient alors être vérifiées compte tenu de la licence.

i. Echanges de renseignements. Des mesures devraient être prises à l'échelon de l'administration centrale et à l'échelon local en vue de procéder à des échanges de renseignements entre les fonctionnaires de douanes de territoires adjacents, en vue de réprimer les infractions.

V. FRAUDES

A. Fraudes à l'importation.

Au cours de nos voyages de travail, nous avons appris auprès des fonctionnaires des douanes et d'autres sources dignes de foi que des importations clandestines extrêmement nombreuses avaient lieu à moins de 40 km des postes de douane. Nous avons constaté que la plupart de ces infractions étaient commises, de façon générale, peu avant la tombée du jour. Il y a eu très peu d'efforts de la part des douaniers, qui manquent d'initiative, pour essayer de réprimer ces infractions. Les produits qui sont importés le plus souvent de façon clandestine sont les tissus, les vêtements, les chaussures, le savon, le sel, les spiritueux, les denrées alimentaires, les pièces de rechange de véhicules et les produits de luxe.

Nous avons également constaté qu'un certain nombre d'agents de gouvernements étrangers participaient non seulement à des opérations de contrebande, mais également au commerce d'articles tels que montres, appareils photographiques et autres objets de luxe, et réussissaient ainsi à rendre profitable leur séjour au Congo. Une telle attitude n'est pas de nature à favoriser de bonnes relations. Nous estimons que la plupart des gouvernements étrangers sont représentés au Congo pour aider le gouvernement actuel.

Si les infractions qui ont été relevées dans la plupart des ports, spécialement au bac de Léopoldville, n'avaient pas été décelées, c'est surtout en raison du manque d'organisation, du manque de jugement, de la méconnaissance par le fonctionnaire de ses devoirs et d'une compréhension insuffisante de la réglementation douanière. Les membres du personnel des douanes avec lesquels nous nous sommes entretenus au cours de nos voyages de travail nous ont indiqué, pour la plupart, qu'ils n'osaient pas essayer d'opérer une saisie par crainte du danger physique, et qu'ils songeaient encore moins à s'aventurer la nuit sur des pistes solitaires pour barrer la route aux contrebandiers.

B. Fraudes à l'exportation.

Notre étude des statistiques et les nombreux entretiens que nous avons eus avec des personnes de toutes catégories dans de nombreux postes du pays (le Katanga excepté) nous ont permis de conclure que les recettes douanières augmenteraient de 25% si les exportations étaient soumises au contrôle voulu. Cependant, si l'on veut assurer le contrôle nécessaire, il est absolument nécessaire de pouvoir compter sur les services d'une brigade financière efficace.

Il est notoire que les principaux produits qui font l'objet d'exportations illicites en quantités commerciales sont, entre autres, le diamant, l'or, l'ivoire, le café, le thé, le bétail, les peaux, le coton, l'huile de palme, la bière et l'essence de pétrole. Nous avons constaté que ce dernier produit était difficile à obtenir dans le nord-est du pays, parcequ'il faisait l'objet d'exportations illicites vers l'Ouganda, où il est vendu pour des shillings, qui bénéficient d'un taux de change préférable.

Tout comme les importations illicites, les exportations frauduleuses sont habituellement réalisées au cours des premières heures de la soirée. Nous avons appris que dans plusieurs cas, les contrebandiers transportent des marchandises tant à la sortie du Congo qu'à la rentrée dans le pays, au cours du même voyage. Là encore, nous avons pu constater auprès de sources sûres que des agents de gouvernements étrangers se rendent coupables d'infractions à la réglementation sur le contrôle des exportations. En ce qui concerne le diamant de l'ancienne province du Kasai, nous avons su que la plus grande partie des pierres était exportée de façon illicite avec l'assistance des chefs politiques de la région.

C. Corruption.

Nous avons constaté l'existence de la corruption dans la plupart des bureaux de douane, à tous les échelons, depuis celui de l'employé subalterne jusqu'à celui du fonctionnaire proche de la direction. Le Directeur des douanes, les conseillers des Nations Unies en matière de douanes affectés à divers secteurs ainsi que les douaniers ont corroboré cette constatation. Certains fonctionnaires de rang supérieur ont déjà pris des mesures disciplinaires. Cependant, dans la plupart des cas, de hauts fonctionnaires du gouvernement sont intervenus en faveur des douaniers accusés et ont obtenu que les accusations soient abandonnées. Nous avons vu des douaniers accepter et même demander des paiements illicites, moyennant quoi ils laissaient passer les marchandises retenues par la douane.

Il faudrait prendre des mesures immédiates pour faire disparaître cette pratique. Tous les employés reconnus coupables de ce délit devraient être licenciés et la loi devrait prévoir pour ces infractions des peines d'amende plus sévères et l'emprisonnement.

Nous avons appris qu'un douanier n'empêche en aucun cas un membre de sa famille ou de sa tribu de commettre une infraction et qu'il n'essaie pas d'y mettre fin. Les membres d'une même tribu estiment répréhensible de faire du tort à leurs frères ethniques et pensent qu'il est contraire à leurs principes de leur demander de verser une redevance.

L'an passé, un fonctionnaire des douanes de rang supérieur a entrepris de prélever des échantillons sur chaque chargement d'essence passant à son bureau. On a appris depuis que ces échantillons n'avaient jamais été envoyés pour analyse mais qu'ils étaient utilisés par le fonctionnaire dans son automobile personnelle. Lorsque ce fonctionnaire a été interrogé au sujet de ces faits, il a prétendu qu'il se servait de cette essence dans son automobile personnelle pour s'acquitter de ses fonctions officielles de fonctionnaire des douanes. Le directeur des douanes a reçu un rapport complet sur cet incident, mais aucune mesure n'a été prise ultérieurement.

En février 1962, une équipe d'inspection des douanes a trouvé dans un bureau occupé par un percepteur des douanes la somme de 338.747 fr. Ce fonctionnaire a expliqué que cette somme représentait des recettes douanières qui n'avaient pas été enregistrées dans les livres du bureau. Les membres de l'équipe ont eu l'impression qu'elle allait être employée à des fins personnelles, étant donné que toutes les autres recettes de douane étaient dans le coffre-fort du poste. Il convient de noter que les sommes perçues mensuellement par ce poste de janvier à août 1962 s'élevaient en moyenne à 4.767.980 francs. Or les recettes déclarées pour le mois de février ont été de 1.744.837 francs.

D. Recommandations

1. Importations et Exportations

a. Répression de la contrebande. Le personnel actuel du service des douanes doit s'efforcer de réprimer la contrebande en opérant la saisie des marchandises introduites dans le pays ou exportées de façon illicite.

b. Interventions extérieures. Aucune intervention extérieure ne devrait être tolérée ou entreprise en faveur d'agents de gouvernements étrangers qui se sont rendus coupables d'infractions à la réglementation douanière.

c. Formation des douaniers. Tous les agents des douanes doivent recevoir une instruction portant sur l'application judicieuse des lois et l'exécution de leurs fonctions.

d. Communication de renseignements. Tous les agents des douanes devraient être tenus, sous peine de sanction disciplinaire, de transmettre tous les renseignements qu'ils peuvent obtenir au sujet des infractions à la réglementation douanière.

2. Corruption.

a. Législation. Il convient de promulguer une législation tendant à augmenter les pénalités actuelles, à y ajouter des peines d'emprisonnement de plus longues durées et de rendre l'emprisonnement obligatoire pour les cas de récidives.

b. Mesures disciplinaires. Les agents des douanes reconnus coupables devraient licenciés.

c. Influences tribales. Pour que le fonctionnement du service échappe aux influences tribales, le fonctionnaire qui le dirige ne devrait appartenir à aucune des tribus originaires de la région à laquelle il est affecté.

d. Normes de conduite. Il faudrait établir à l'intention des employés du gouvernement des normes minimum de conduite et les faire respecter par eux (voir VIII C. 9).

VI. DISCIPLINE

La discipline a été complètement brisée à presque tous les échelons.

A. Bureau des douanes. En raison d'interventions perpétuelles d'autorités diverses, y compris des ministres, on n'a pas fait respecter de règles strictes pour la conduite du personnel. Il aurait été politiquement imprudent, de la part d'un chef de service, d'insister pour que des sanctions soient prises contre quiconque peut compter sur l'appui d'un ami ayant une influence politique. La réglementation prévoyant les sanctions disciplinaires existe; il ne lui manque que d'être respectée par les fonctionnaires et appliquée par le bureau des douanes.

B. Armée Nationale

Nous avons constaté par nous-mêmes que l'ANC, par ses actes d'intimidation, a été la principale responsable des infractions commises dans les régions frontalières où sa mission de garde la mettait en contact avec les agents du bureau des douanes. Dans certains cas, les militaires se sont chargés du contrôle des entrées et sorties. Ceci a mis obstacle à la perception régulière des redevances douanières, car l'ANC s'abstenait d'envoyer à l'agent des douanes compétent les personnes formulant des demandes d'entrée ou de sortie. Des cas de corruption intéressant des militaires de l'ANC nous ont été signalés. Les choses se passaient de la façon suivante: moyennant une redevance, les soldats de l'ANC se chargeaient d'escorter les habitants des villages qui transportaient leurs produits en contrebande en dehors du Congo, en passant par des pistes évitant les points de contrôle douanier.

C. Fonctionnaires Provinciaux

Nous avons été informés de nombreuses interventions de fonctionnaires provinciaux dans le fonctionnement des bureaux de douane situés dans leur région; il s'agissait notamment des actes ci-après:

1. désignation d'amis de ces fonctionnaires pour occuper des postes dans le bureau de douane local;
2. utilisation pour les dépenses provinciales de certains crédits déposés par le bureau de douane au compte du gouvernement central;
3. demandes directes adressées aux fonctionnaires des douanes pour qu'ils accordent des faveurs en ce qui concerne l'imposition de droits d'importation ou d'exportation à des négociants s'occupant de commerce international;
4. dans d'autres cas, l'assistance payée de la police provinciale qui aidait les contrebandiers.

D. Autres interventions

Au cours de nos voyages de travail, nous avons trouvé sur notre chemin de nombreux barrages routiers. On a essayé de soumettre nos véhicules et nos bagages personnels à un contrôle. Il ne nous a été permis de poursuivre notre route que lorsque nous avons menacé de renoncer au voyage que nous comptions faire. On ne nous a pas laissé ignorer que le retard aurait été minime si nous avions versé une redevance. Nous avons trouvé des barrages contrôlés par l'ANC, par la police provinciale et même par des fonctionnaires du territoire. Ce qui n'a pas laissé de nous étonner, c'est que toutes ces personnes étaient sérieusement armées.

E. Recommandations

Il est évident que les pratiques indiquées ci-dessus doivent cesser complètement. Il n'est pas un gouvernement bien intentionné qui puisse tolérer de telles interventions qui font obstacle au fonctionnement normal d'un service gouvernemental. Il n'est pas douteux que la direction des douanes représente pour le gouvernement central la principale source de revenus; à ce titre, il faut lui donner la protection accordée à d'autres services créés pour assurer l'application des lois afin qu'il puisse procéder correctement à l'évaluation et à la perception des redevances sur les importations et les exportations.

Il est nécessaire que les directives voulues soient adressées par les chefs de l'administration à tous les services pour leur interdire sous peine de sanctions de gêner le bon fonctionnement des organismes gouvernementaux.

Seul le gouvernement central devrait contrôler l'emploi de toutes les personnes ayant le statut de fonctionnaire.

Il faudrait que les armes à feu soient soumises à un contrôle strict. Il ne faudrait pas tolérer que des armes à feu soient en possession de personnes n'appartenant pas aux organismes placés sous l'autorité du gouvernement central. Même lorsque de telles armes sont détenues par ces organismes sauf en ce qui concerne l'ANC, elles devraient être mises sous clef et n'être utilisées qu'à l'occasion de situations d'urgence déclarées par le gouvernement central.

VII. LOIS ET REGLEMENTS

Les membres de l'équipe ont étudié les lois et règlements qui régissent actuellement le fonctionnement de la direction des douanes du Congo. Ils ont noté que ces lois et règlements en vigueur étaient les mêmes que ceux qui existaient avant l'indépendance, exception faite de quelques amendements peu importants. L'équipe a estimé, par conséquent, que s'ils étaient exécutés comme il convenait, les lois et règlements en vigueur actuellement suffisaient largement. Nous n'avons qu'une objection à formuler: il faudrait que la législation prévoit des peines d'amende et de prison plus sévères et que les instances judiciaires veillent à ce qu'elles soient imposées.

La plupart des délinquants ont largement de quoi payer une amende dont le montant n'est guère élevé, mais ils ont une peur insurmontable d'être condamnés à l'emprisonnement; l'existence de cette peine pourrait contribuer efficacement à empêcher les infractions.

La pratique de la corruption est très répandue à l'intérieur des services de douanes; il conviendrait d'envisager de modifier les lois et règlements habituels concernant la conduite des fonctionnaires et de prévoir des amendes et des peines d'emprisonnement sévères afin de venir à bout de cette pratique.

VIII. BRIGADE FINANCIERE

A. Autorité supérieure.

L'autorité supérieure dont la brigade financière relèvera devrait être un haut fonctionnaire dépendant du ministre des Finances. Ce haut fonctionnaire devrait être d'un rang supérieur à celui du Directeur de la brigade et à celui du Directeur du bureau des douanes. Il est nécessaire qu'il existe une alliance étroite de ce genre au sommet, afin d'assurer la coopération voulue, un libre échange de renseignements et pour qu'il soit possible d'assurer la diffusion souhaitable des directives dans chacun de ces deux services. La brigade doit être au courant de toutes les opérations du bureau des douanes, afin de réaliser sa vocation d'organisme chargé d'assurer efficacement l'exécution des lois. Le bureau des douanes et la brigade font partie intégrante du service douanier et il faudrait que la fraternité existe entre les deux organismes.

1. Législation

L'équipe a étudié l'ordonnance nO. 77 du 24 mai 1962 portant création de la brigade financière. A notre avis, il y aurait lieu de modifier ou de supprimer plusieurs dispositions de cette ordonnance. La règle qui figure à l'article 3 devrait faire l'objet non d'une loi, mais d'un règlement destiné au personnel de la brigade. Si l'on donne à cet article force de loi, cela oblige la brigade financière à porter secours à toute personne qui, considérée comme étant en danger, demande une assistance.

Cela peut également conduire à des conflits éventuels d'autorité. Cette disposition empêcherait un chef d'ordonner à un garde de la brigade de rester à son poste dans tous les cas. D'autre part, une demande de secours de ce genre pourrait permettre de monter un stratagème visant à éloigner un garde et à faciliter, pendant l'absence de celui-ci, le passage de complices chargés de marchandises de contrebande.

Les membres de l'équipe ont également estimé, après avoir étudié l'ordonnance, que les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 9 et de l'article 10 prévoyant l'affectation à la brigade de personnel militaire détaché par l'armée sont néfastes. Le personnel entrant dans cette catégorie n'éprouverait pas pour son travail l'intérêt voulu et serait par suite difficile à former; il n'y aurait aucun avantage à le pourvoir d'uniformes et de matériel. Les gardes frontaliers devraient être recrutés parmi les civils. La formation militaire qu'ils pourraient avoir reçue dans le passé constituerait un avantage, mais ils devraient se considérer avant tout comme appartenant au bureau des douanes et aux gardes frontaliers. Nous sommes convaincus qu'il serait impossible d'obtenir cette attitude des militaires de l'armée nationale.

De même, la police financière devrait être composée de fonctionnaires ayant complètement rompu avec leurs organismes d'origine. Ici encore, il faudrait pouvoir attendre du personnel de la police financière, sinon immédiatement, du moins à échéance, un vigoureux sentiment d'appartenance à leur corps et à la Direction des douanes.

Nous ne songeons nullement ici à suggérer de reviser l'ordonnance. Nous avons déjà communiqué les suggestions susmentionnées au personnel des Nations Unies qui étudie actuellement les lois et règlements douaniers en vue de présenter au gouvernement congolais, pour adoption, un ensemble législatif entièrement révisé. Nous avons examiné certains des amendements proposés et les textes législatifs que le gouvernement pourra étudier et, éventuellement, adopter. Nous pensons que ce travail se poursuit dans la direction que nous aurions prise nous-mêmes.

2. Attributions

Le ministre des Finances, le ministre adjoint chargé des douanes et de la brigade financière ainsi que le directeur de la brigade devraient avoir compétence pour toutes les questions d'organisation, de structure et d'exécution. Dans le texte actuel, les décisions, dans ces domaines, sont prises par accord des membres du comité inter-ministériel, procédure qui ne manquerait pas d'être encombrante (voir article 7). Les ministres membres du comité seraient-ils souvent présents en nombre suffisant pour formuler des directives ? Et les ministres absents ne risqueraient-ils pas après coup de constater la validité des décisions prises par le comité ?

La brigade financière interviendrait principalement à titre d'organe d'exécution et de répression auprès du bureau des douanes. La direction de la brigade doit incomber exclusivement au haut fonctionnaire intéressé. Il faudrait assurer une réelle union des deux organismes. Les renseignements obtenus par l'un d'eux devraient être immédiatement transmis lorsqu'ils intéressent l'autre. Pour parvenir à cet objectif et pour assurer la surveillance et le contrôle voulus, il est proposé d'affecter des administrateurs de l'ONU à la direction nationale et aux commandements régionaux.

3. Direction

a. Ministre adjoint des finances chargé des douanes et de la brigade financière.

La création de ce poste, que nous proposons, a pour but l'établissement d'un lien entre le bureau des douanes et la brigade financière. On envisagera d'y affecter un administrateur de l'ONU jusqu'à ce que l'on soit en mesure d'assurer à un Congolais la formation voulue pour lui succéder. Le directeur du bureau des douanes, ainsi que le directeur de la brigade financière, relèvera directement de ce fonctionnaire, lequel, de son côté, dépendra du ministre des finances.

b. Directeur de la brigade financière.

La brigade financière doit être dirigée par une personne ayant un caractère ferme, possédant une connaissance sans faille des lois et règlements douaniers et une bonne expérience de l'activité que réclame un organe de police.

c. Directeur adjoint chargé des gardes frontaliers.

Les gardes frontaliers doivent être placés sous le commandement d'un ancien officier des forces armées qui a opté pour un emploi civil. Le directeur adjoint sera chargé de l'ensemble des opérations incombant aux gardes frontaliers et relèvera directement du directeur de la brigade financière.

d. Directeur adjoint chargé de la police financière.

La police financière devrait être placée sous la direction d'un officier de police professionnel recruté parmi les hauts fonctionnaires de la Sûreté. Portant le titre de directeur adjoint, ce fonctionnaire, comme son collègue chargé des gardes frontaliers, ne devrait relever que du directeur de la brigade financière.

e. Directeur adjoint chargé des douanes et de la brigade.

Ce poste est destiné à un administrateur de l'ONU qui exercera des pouvoirs de contrôle sur les directeurs régionaux des bureaux chargés des gardes frontaliers, de la police financière et des douanes. Il n'est pas nécessaire de faire figurer ce poste au tableau d'organisation. Ce poste devrait devenir superflu au moment où les directions régionales auront obtenu une expérience pratique suffisante et où la coopération entre les gardes frontaliers, la police financière et le bureau des douanes aura atteint un degré satisfaisant. Etant donné que cette fonction a un caractère temporaire et que les conseillers de l'ONU actuellement en fonction qui pourraient être affectés à ce poste disposent déjà de bureaux équipés et d'automobiles, nous n'avons prévu pour ce poste aucune dotation en matériel.

f. Directeurs régionaux.

Les directeurs régionaux chargés respectivement des gardes frontaliers et de la police financière devraient avoir le même rang. Il va sans dire que les directions régionales de chacun de ces services seront confiées à des spécialistes des domaines correspondants.

g. Recommandation.

Lorsque l'on aura recruté les premiers éléments de la brigade financière, on prendra les dispositions voulues pour assurer l'avancement des agents qualifiés du personnel subalterne afin que tous les postes d'encadrement soient pourvus.

h. Délégation de pouvoirs.

Les pouvoirs devraient être délégués par la direction suivant l'ordre hiérarchique. De cette façon, le fonctionnaire chargé d'un commandement est responsable de toutes les opérations qui dépendent de lui. De même, ce fonctionnaire sait toujours à qui il doit rendre compte. La correspondance doit suivre l'ordre hiérarchique dans un sens comme dans l'autre.

B. Organisation

La direction nationale de la brigade financière doit être sise à Léopoldville. Pour que la surveillance et le contrôle soient effectués sur place de façon plus pratique, le Congo sera divisé en régions. Les commandements régionaux des gardes frontaliers et de la police financière devraient être les suivants:

<u>Région</u>	<u>Gardes Frontaliers</u>	<u>Police Financière</u>
Ouest (Léopoldville)	Léopoldville	Léopoldville
Nord-Ouest (Equateur)	Libenge	Coquilhatville
Nord-Est (Orientale)	Aru	Stanleyville
Est (Kivu)	Bukavu	Bukavu
Sud-Ouest (Kasai)	Tshikapa	Luluabourg

Les frontières des anciennes provinces de l'Equateur et Orientale devraient former les limites des régions Nord-Ouest et Nord-Est. La région ouest, qui correspond à l'ancienne province de Léopoldville, devrait être amputée dans sa partie sud-est de la zone qui entoure la ville de Kahemba, laquelle serait ajoutée à l'ancienne province du Kasai pour former la région sud-ouest. La région est est constituée par l'ancienne province du Kivu avec la partie nord du Katanga.

1. Gardes frontaliers.

Le recrutement des gardes frontaliers doit tenir compte du fait que les postes à pourvoir relèvent d'une organisation de caractère entièrement civil et confèrent le statut de fonctionnaire lorsque prend fin la période d'épreuve des titulaires. Les gardes frontaliers peuvent être recrutés parmi les militaires ou les anciens militaires, mais ceux-ci doivent renoncer à tout statut militaire, à l'exception éventuellement du statut du cadre de réserve, qui pourrait être attribué à un militaire aguerri au cas où un état d'urgence nationale serait déclaré.

a. Ordre hiérarchique

(Voir appendice I)

b. Effectif

(Voir appendice II)

c. Répartition

(Voir appendice III, A, B, C, D, E)

2. Police financière

Ses membres devraient être recrutés au sein des organes de police. Il faudrait ne retenir que la candidature d'enquêteurs qualifiés et expérimentés. Afin de développer les possibilités de ce service, on pourrait envisager de recruter à l'étranger des experts en ce domaine, qui resteraient à leur poste jusqu'à ce que la police financière puisse s'acquitter convenablement de sa tâche.

a. Ordre hiérarchique

(Voir appendice I)

b. Effectif

(Voir appendice IV)

c. Répartition

(Voir appendice V, A, B, C, D, E)

C. Personnel

1. Recrutement

Si l'on veut que cette organisation donne de bons résultats, il faut recruter pour tous les postes créés des titulaires aussi compétents que possible. Il conviendrait de lancer une campagne de publicité pour ce recrutement, en se servant de tous les moyens officiels de diffusion et des services disponibles d'information du public, à savoir la radio et la presse. Il faudrait faire largement connaître tous les renseignements voulus au sujet des postes, des titres à présenter, des traitements, des avantages sociaux et des bureaux auxquels il convient de s'adresser.

Le choix des candidats devrait être fait par les services nationaux de recrutement des fonctionnaires, mais il devrait être soumis à l'approbation finale des chefs de la brigade financière. Chaque candidat devrait travailler pendant une période d'épreuve au cours de laquelle il recevrait une instruction en suivant des cours spéciaux et une formation en cours d'emploi. Les chefs de service devront déterminer si le candidat a rempli toutes les conditions exigées au cours de sa période d'épreuve. Nous suggérons que cette période dure un an au minimum; à l'expiration de ce délai, le nouvel agent devrait recevoir le statut de fonctionnaire permanent du gouvernement.

2. Affectations

Les affectations de personnel devraient être déterminées dans le cadre d'une politique écrite qui sera rendue publique et qui prévoira notamment des affectations permettant d'éviter que les membres du personnel ne nouent des relations fondées sur l'appartenance tribale. Il faudrait également prévoir des changements périodiques d'affectations qui permettraient de familiariser le personnel avec tous les aspects du service.

3. Avancement

Il faudrait établir par écrit des directives prévoyant les compétences spéciales requises pour chacune des fonctions d'encadrement. Le choix des bénéficiaires de l'avancement devrait avoir pour but de confier les fonctions vacantes aux plus compétents. A titres égaux, c'est le fonctionnaire le plus ancien qui devrait être choisi.

4. Traitements

Il ne serait guère prudent, en ce moment, de formuler des recommandations au sujet des traitements. En raison de l'instabilité de la situation monétaire, on ne peut s'y risquer. Pour que le recrutement donne de bons résultats, les traitements accordés doivent correspondre à ceux que recevaient les candidats dans leur emploi précédent. Actuellement, les militaires sont bien payés et il y a lieu de penser qu'une grande partie du personnel qui serait affectée à la brigade financière proviendrait des organisations militaires. Il est évident qu'il sera nécessaire d'arriver à une solution à l'échelon du gouvernement national, pour qu'une échelle de traitements équitables soit établie.

5. Avantages spéciaux.

Les formations de gardes frontaliers comprendront un certain nombre de postes considérés comme présentant des dangers particuliers. Le personnel occupant ces postes devrait être pourvu d'une habitation dans la région d'affectation.

Tous les membres du personnel et leur proche famille devraient bénéficier de services médicaux.

6. Retraite

Le personnel de la brigade financière devrait bénéficier du plan national de retraite. Il faudrait étudier la possibilité d'accorder des avantages accrus au personnel qui rencontre des dangers dans l'exécution de sa tâche. La retraite devrait être obligatoire à l'âge de 60 ans; elle devrait être permise après 25 ans de service et après l'âge de 50 ans. On pourra prendre en considération l'état de santé des agents et leur aptitude à s'acquitter efficacement de leurs fonctions pour l'attribution par anticipation d'une retraite réduite.

7. Congés

Les congés attribués par cet organisme devraient être les mêmes que ceux dont bénéficient les autres employés du gouvernement.

8. Horaires de travail hebdomadaire

L'horaire de travail des agents doit être fixé par leur supérieur immédiat compte tenu des besoins du service. Sauf dans les cas d'urgence, aucun agent ne devrait être tenu de travailler pendant plus de 12 heures au cours d'une même journée. Il faudrait prévoir une rotation des heures de service et des jours de congé afin que ceux-ci soient convenablement répartis dans l'ensemble du personnel.

9. Règles de conduite

Il faudrait que les règlements des services prévoient des normes minimum en ce qui concerne la conduite des fonctionnaires et que ces derniers en reçoivent tous un exemplaire. Les normes de conduite devraient prévoir notamment ce qui suit:

a. l'interdiction de s'occuper activement de politique, sauf en ce qui concerne l'exercice du droit de vote et le droit d'exprimer une opinion;

b. l'interdiction aux agents de faire la grève contre le gouvernement;

c. l'interdiction de demander, d'accepter et de recevoir, directement ou indirectement, des dons, des faveurs, des services, des prêts ou des invitations;

d. l'obligation d'obtenir du directeur l'autorisation de prendre un emploi en dehors du service ou de se livrer à des activités commerciales; un tel emploi ou de telles activités ne doivent pas faire obstacle à l'accomplissement des fonctions de l'agent ni être en conflit avec ses devoirs;

e. l'interdiction pour tout agent de consommer des boissons alcoolisées pendant le service. Les fonctionnaires doivent s'abstenir de consommer de façon habituelle et excessive de telles boissons et ne doivent jamais permettre que la consommation de ces boissons ait des effets fâcheux pour leur travail;

f. l'interdiction de déplacer, de dissimuler, de modifier, de mutiler, de raturer ou de détruire des registres ou documents placés sous la garde du personnel, à moins que l'autorité compétente ne le permette;

g. l'interdiction d'utiliser le matériel du gouvernement à des fins autres qu'officielles;

h. l'interdiction de révéler des renseignements officiels, à moins que le directeur ne l'autorise expressément;

i. l'obligation de fonder toutes les décisions relatives aux nominations et à l'avancement sur les mérites et les titres des intéressés;

j. l'interdiction, pour les employés, de faire consciemment ou volontairement de fausses dépositions ou des déclarations fallacieuses, qu'elles soient orales ou écrites, sur toute question de caractère officiel;

k. La responsabilité des agents, sanctionnée par des mesures disciplinaires, pour tout comportement personnel susceptible de ridiculiser le service ou de ternir sa réputation.

D. Formation

Les Nations Unies créent des cours dont le but est de former le personnel de divers organismes gouvernementaux. La formation du personnel de la brigade financière doit porter sur les opérations du bureau des douanes. C'est ce que l'ONU a prévu; le projet de programme de formation serait étendu à la brigade financière. Nous croyons que les matières d'enseignement qui intéressent spécialement la brigade financière sont les suivantes:

- Législation et réglementation douanières
- Autre législations connexes
- Conduite des interrogatoires
- Rédaction des rapports
- Utilisation et entretien du matériel
- Combat sans arme
- Armes à feu
- Relations avec le public
- Devoirs et fonctions

E. Matériel

1. Direction

En ce qui concerne les bureaux du quartier général, nous n'envisageons que la dotation suivante:

- a. Une berline équipée d'un émetteur-récepteur à modulation de fréquence.
- b. Matériel de bureau: type et quantité à déterminer au fur et à mesure des besoins.

2. Gardes Frontaliers

- a. Véhicules automobiles (Voir appendice II)
- b. Communications (voir appendice II)
- c. Armes. Chaque agent devrait recevoir un revolver de marque Colt ou Smith et Wesson du calibre 38, avec un canon de quatre pouces et une hausse fixe. En raison du degré très élevé d'humidité de l'atmosphère, ces armes à feu devraient être "parkérisées" ou traitées pour les protéger contre la rouille. Il faudrait également délivrer des gaines complètement fermées pour que ces armes restent en bon état.
Chaque agent devrait recevoir un baton ou matraque.

d. Uniformes. Il est évident qu'un uniforme de bonne apparence contribuera pour une bonne part à attirer au service des agents ayant les qualités voulues. Ceci étant admis, l'équipe a estimé que pour que l'uniforme ait un aspect satisfaisant et, en même temps, soit pratique, une étoffe lavable semblable à celle des treillis de l'armée des Etats-Unis serait idéale pour les gardes frontaliers. Il faudrait délivrer au moins deux uniformes à chaque agent; les éléments de l'uniforme devraient être remplacés au fur et à mesure de leur usure, afin d'assurer aux uniformes un aspect correct.

L'uniforme devrait être composé des éléments suivants:

- Tissu - robuste, en coton lavable;
- Couleur - vert foncé (teinture tenace);
- Pantalons - longs, sans revers, base à 7,5 centimètres du sol;
- Chemise - manches courtes, avec poches de poitrine genre militaires (rabats découpés) et pattes d'épaule de couleur bleu-roi;
- Insigne porté sur la chemise - bande portant les mots "Garde Frontalier", en lettres jaunes, de 2,5 cm sur 10 cm, sur champ bleu-roi; porté au-dessus de la poche de poitrine gauche (le jaune et le bleu-roi sont les couleurs nationales congolaises);
- Cravate - fond bleu-roi semé de petites étoiles jaunes;
- Ceintures - une ceinture de 3 cm 3/4, avec boucle de cuivre, pour les pantalons;
un ceinturon en fibre nattée, de 7,5 cm de large (pour le port de l'arme et du bâton), de couleur bleu-roi, avec une bande médiane d'un centimètre et demi de large, de couleur jaune;
- Souliers - souliers noirs à tige de 17,5 cm, comparables aux chaussures de l'armée des Etats Unis;
- Chaussettes - Noires, comparables au type de l'armée des Etats Unis;
- Casquette - forme semblable à celle de la casquette à visière et à fond plat, utilisés avec les treillis dans l'armée des Etats Unis;
- Ecusson à porter sur la casquette - représente la carte du Congo, avec "garde frontalier du Congo", sur fond bleu-roi;
- Indication du grade - pour les officiers: des étoiles or ou jaunes sur les bandes d'épaules. Pour les sous-officiers: des chevrons en étoffe bleu-roi bordée de jaune, cousus sur les manches de la chemise, à 10 cm au-dessous de la couture supérieure de l'épaule;
- Veste - du type treillis utilisé dans l'armée des Etats Unis. Le ceinturon tressé, auquel sont accrochés l'arme individuelle et le bâton, est porté par-dessus la veste.

3. Police financière

- a. Véhicules automobiles (voir appendice IV)
- b. Communications (voir appendice IV)
- c. Armes: les agents de la police financière devraient recevoir un revolver de marque Colt ou Smith and Wesson, de calibre 38, avec hausse fixe. En raison de la nature de leur travail et étant donné que ces agents sont en civils, leur revolver doit avoir un faible encombrement.

4. Recommandations

a. Véhicules

Jeeps: en raison des grandes difficultés qu'offrent les routes et le terrain qui devront être parcourus par ces véhicules, nous recommandons d'acquérir des jeeps à empattement court (courte distance entre les essieux) et équipés d'une suspension extrêmement robuste. Il est nécessaire que ces véhicules aient un pavillon métallique complet, pour assurer une protection dans les sous-bois très touffus, pour abriter le personnel contre la pluie et pour protéger le matériel. Etant donné les hautes températures qui règnent constamment dans ce pays, plusieurs de nos jeeps avaient tendance à chauffer à l'excès et, pour cette raison, nous recommandons également d'employer des véhicules dont on aura enlevé le thermostat limitant le refroidissement du moteur.

Berlines: si nous recommandons de mettre des berlines à la disposition de certains agents de la brigade financière, c'est parce que de tels véhicules répondront mieux que des jeeps au but recherché. L'expérience que nous avons acquise au cours de nos déplacements à l'intérieur du Congo nous a convaincus que le véhicule que nous devions recommander pour ces agents devait être du type conduite intérieure "compacte", avec moteur refroidi par l'air (par exemple, la "Corvair" Chevrolet).

Bicyclettes: Des bicyclettes de type "anglais" répondraient le mieux au but recherché.

b. Embarcations. Léopoldville et Boma (ports sur le Congo).

Nous estimons que les bateaux dont il faudrait disposer dans ces deux ports devraient être suffisamment rapides, stables et sûrs; il faudrait donc des bateaux du type à cabine, de 6,5 à 8,5 mètres de long, équipés d'une cuisine et de couchettes. Ils devraient être mûs par deux moteurs hors-bord identiques, de 35 ou 40 chevaux chacun.

Libenge (Ubangi)

Nous recommandons pour Libenge un bateau de 6 à 7 mètres, avec cabine et non ponté, équipé d'un moteur hors-bord de 35 chevaux.

Albertville et Uvira (Lac Tanganyika)

Nous estimons que pour le Lac Tanganyika, dont les vagues ont parfois quatre mètres de haut, les meilleurs bateaux devraient mesurer de 10 à 12 mètres, de type marin, à tirant d'eau relativement important; ils devraient être larges et entièrement pontés. Ces bateaux devraient être mûs par des moteurs diesel sûrs et posséder une cuisine ainsi que des couchettes pour quatre hommes.

Bukavu (Lac Kivu)

En ce qui concerne le lac Kivu, qui est généralement calme, en dehors de légères houles qui s'élèvent périodiquement, le mieux est de prévoir un bateau à cabine non ponté, de 6,5 à 8,5 mètres de long, équipé de deux moteurs hors-bord identiques de 25 chevaux chacun. La présence de deux moteurs permet d'atteindre la vitesse nécessaire.

c. Bâtons

Nous recommandons de faire fabriquer les bâtons au Congo même.

F. Relations entre organismes

Nous avons observé qu'il existe des frictions considérables entre organismes gouvernementaux. Déjà, une jalousie mesquine et injustifiée s'est créée entre le Directeur des douanes et le Directeur de la future brigade financière. Il est indispensable d'établir une coopération étroite entre ces deux services, si l'on veut qu'ils atteignent leur but. C'est là l'une des raisons pour lesquelles nous avons proposé de créer le poste de ministre des finances adjoint chargé des douanes et de la brigade ainsi que, pour les diverses régions, ceux de directeurs adjoints des douanes et de la brigade.

Il faudrait prendre des mesures pour obtenir un libre échange de renseignements avec les autres départements et services du gouvernement.

G. Relations avec le public

1. A l'intérieur de la brigade

Les directeurs adjoints devraient être chargés, en dehors de leurs fonctions habituelles, de s'acquitter d'une tâche d'information à l'intérieur de leur service. Cette tâche supplémentaire permettrait de faire connaître aux membres du personnel les méthodes utilisées pour la contrebande et pour l'interception des marchandises de contrebande, de les informer des modifications de la législation, de la réglementation et des règles de conduite et de porter à leur connaissance les mesures prises à l'encontre d'agents du service coupables d'avoir négligé leur devoir, ce qui permettrait de prévenir les infractions et les actes de corruption à l'intérieur du service.

2. Information du grand public

Il faudrait transmettre aux réseaux de radio et à la presse des nouvelles périodiques et des informations spéciales relatives à certains résultats positifs obtenus par la brigade, notamment les saisies de marchandises ayant une grande valeur ou de produits rares effectuées par ces agents. La diffusion de telles informations permettrait de mettre le grand public au courant de l'activité de la brigade et servirait en même temps à prévenir les infractions à la législation sur l'importation et l'exportation.

Il faudrait faire largement connaître le fait que des récompenses sont versées à ceux qui donnent des renseignements concernant les infractions.

IX. OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DE CARACTERE GENERAL

A. Le directeur désigné

La réussite de la brigade financière dépend dans une large mesure de son directeur. Le comité interministériel a demandé à M. Ambroise Moukwa d'être le premier directeur provisoire de la brigade. Cette désignation n'est pas considérée, à l'heure actuelle, comme ayant un caractère permanent. Pendant plus de huit semaines, nous avons eu l'occasion de connaître M. Moukwa. Au premier examen, nous avons éprouvé des doutes très sérieux quant à son aptitude à diriger la brigade financière envisagée. Depuis, ces doutes ont été confirmés par divers incidents.

M. Moukwa tolère l'attitude, inspirée par le tribalisme, qui conduit les agents à fermer les yeux sur des infractions. Il a demandé à des agents des douanes d'accorder des faveurs à ses amis. Il a utilisé des influences politiques pour obtenir son poste. Il a suggéré que l'on nomme son frère à des fonctions élevées au sein de la brigade financière.

Il a affirmé que pour satisfaire ses besoins immédiats, il lui fallait une automobile, un chauffeur, un bureau, une secrétaire, des crédits à sa disposition et un uniforme de parade spécial. Au cours de notre récent voyage de travail, on a vu M. Moukwa, pendant un incident de frontière, s'enfuir complètement épouvanté, sa valise à la main.

Pour ces raisons, il est très indiqué de choisir pour ce poste une personnalité plus intelligente et plus acceptable. Sous la direction de cet homme, il est fort douteux que le service puisse accomplir quelque chose. Tout ce qu'ont pu nous dire les conseillers de l'ONU, les fonctionnaires du gouvernement congolais et d'autres personnes encore nous confirment dans l'impression que ce fonctionnaire est paresseux, se conduit d'une façon puérile, manque de bon sens et de discernement et s'intéresse essentiellement à la satisfaction de sa vanité.

B. Evaluations - Bureau des renseignements

La Direction des douanes ne comprend pas de section des évaluations chargée de déterminer quelle est la valeur actuelle et réelle des marchandises. D'une façon générale, les droits et taxes sont perçus sur la base de la valeur déclarée ou portée sur la facture, ce qui a pour conséquences des pertes considérables de recettes. Pour cette raison, nous recommandons de créer un bureau placé sous la direction du directeur des douanes et chargé de diffuser des renseignements parmi les services du bureau des douanes, au sujet de la valeur actuelle des marchandises et de la classification de ces marchandises. De tels renseignements pourraient être fournis à ce bureau par l'entremise des Nations Unies.

C. Enquêtes de la police financière

Dans de nombreuses villes, des banques délivrent des licences d'importation et d'exportation. Or on a constaté que la délivrance de ces licences donnait lieu à des fraudes. Etant donné que ces licences permettent de faire passer des marchandises au bureau des douanes, nous recommandons de charger la police financière d'effectuer des enquêtes sur la délivrance, l'utilisation et les falsifications de ces documents.

Rien n'est prévu pour permettre d'effectuer des enquêtes sur les membres du personnel qui sont soupçonnés d'avoir manqué à leur devoir, sur les références fournies par les candidats à des emplois et sur le fonctionnement des douanes.

Nous estimons que la police financière devrait être habilitée à effectuer les enquêtes nécessaires au sujet des manquements au devoir dont se rendent coupables les membres du personnel du bureau des douanes et de la brigade financière, sur les titres et les aptitudes des candidats à des emplois et sur les faits au sujet desquels les directeurs du bureau des douanes et de la brigade financière ont demandé à la police financière de faire des recherches.

D. Utilisation des communications par radio

L'acheminement des correspondances officielles entre les postes de douanes périphériques et la Direction des douanes subit des retards importants.

Nous suggérons que tous les postes de douanes puissent utiliser le système de radio-communication de la brigade financière pour la transmission des messages de caractère officiel.

E. Conflits de compétence éventuels

La brigade financière est chargée de faire observer la réglementation applicable aux pierres précieuses et aux métaux rares. Etant donné que la police minière est également chargée de la même tâche, il y a là un double emploi. Cette situation peut conduire à des interventions abusives et à des conflits de compétence.

La police minière a récemment été mise sur pied, avec un personnel de 36 personnes. Elle ne possède aucun matériel. Nous sommes persuadés - et ce sera notre recommandation - que ce personnel devrait être absorbé, compte tenu de sa compétence, dans la police financière ou dans les gardes frontaliers.

F. Récompenses pour renseignements fournis

La Direction des douanes est très mal équipée pour accorder des récompenses pour renseignements fournis. Il faudrait que des crédits soient mis à la disposition de la brigade financière, à l'échelon régional, pour que les informateurs puissent être récompensés avec diligence. Le directeur régional devrait être responsable de la comptabilité et des déboursments correspondants. Les comptes tenus par les directeurs régionaux à cet égard seront vérifiés de façon périodique par leurs supérieurs, qui le feront sans préavis.

G. Régularité du versement des traitements

De nombreux fonctionnaires du gouvernement n'ont pas reçu leurs traitements depuis un certain temps. Certains fonctionnaires disposant de fonds du bureau des douanes ont fait des prélèvements sur ces fonds afin de se payer. Cette pratique est une invitation à la corruption.

Il faut déployer tous les efforts possibles pour que les traitements soient régulièrement versés deux fois par mois, car les employés, pour la plupart, n'excellent guère à gérer leur propre budget.

H. Observations diverses

Il a été observé qu'un certain nombre de fonctionnaires des cadres supérieurs des douanes ont beaucoup amélioré leur niveau de vie, au cours de la période récente. Certains ont acheté de puissantes automobiles, et d'autres ont acquis des biens qui leur assurent des revenus; parfois même, ils possèdent des entreprises commerciales. De ce fait, leur niveau de vie est plus élevé que celui qu'autorisent leurs traitements.

De telles améliorations soudaines du niveau de vie des fonctionnaires devraient suffire à justifier une enquête de la police financière au sujet de l'origine des fonds qui ont permis toutes ces acquisitions.

MINISTRE DES FINANCES

Ministre adjoint des Finances
chargé des Douanes et de la Brigade

Directeur de la
Brigade financière

Directeur adjoint
Gardes-Frontaliers

Directeur adjoint
Police Financière

Directeur adjoint
Douanes et Brigade
Région ouest

Directeur adjoint
Douanes et Brigade
Région nord-ouest

Directeur adjoint
Douanes et Brigade
Région nord-est

Directeur
Régional
Police
Financière

Directeur
Régional
Gardes-
Frontaliers

Bureaux
de
Douanes

Directeur
Régional
Police
Financière

Directeur
Régional
Gardes-
Frontaliers

Bureaux
de
Douanes

Directeur
Régional
Police
Financière

Directeur
Régional
Gardes-
Frontaliers

Bureaux
de
Douanes

Bureaux
secon-
daires

Bureaux
secon-
daires

Bureaux
secon-
daires

Bureaux
secon-
daires

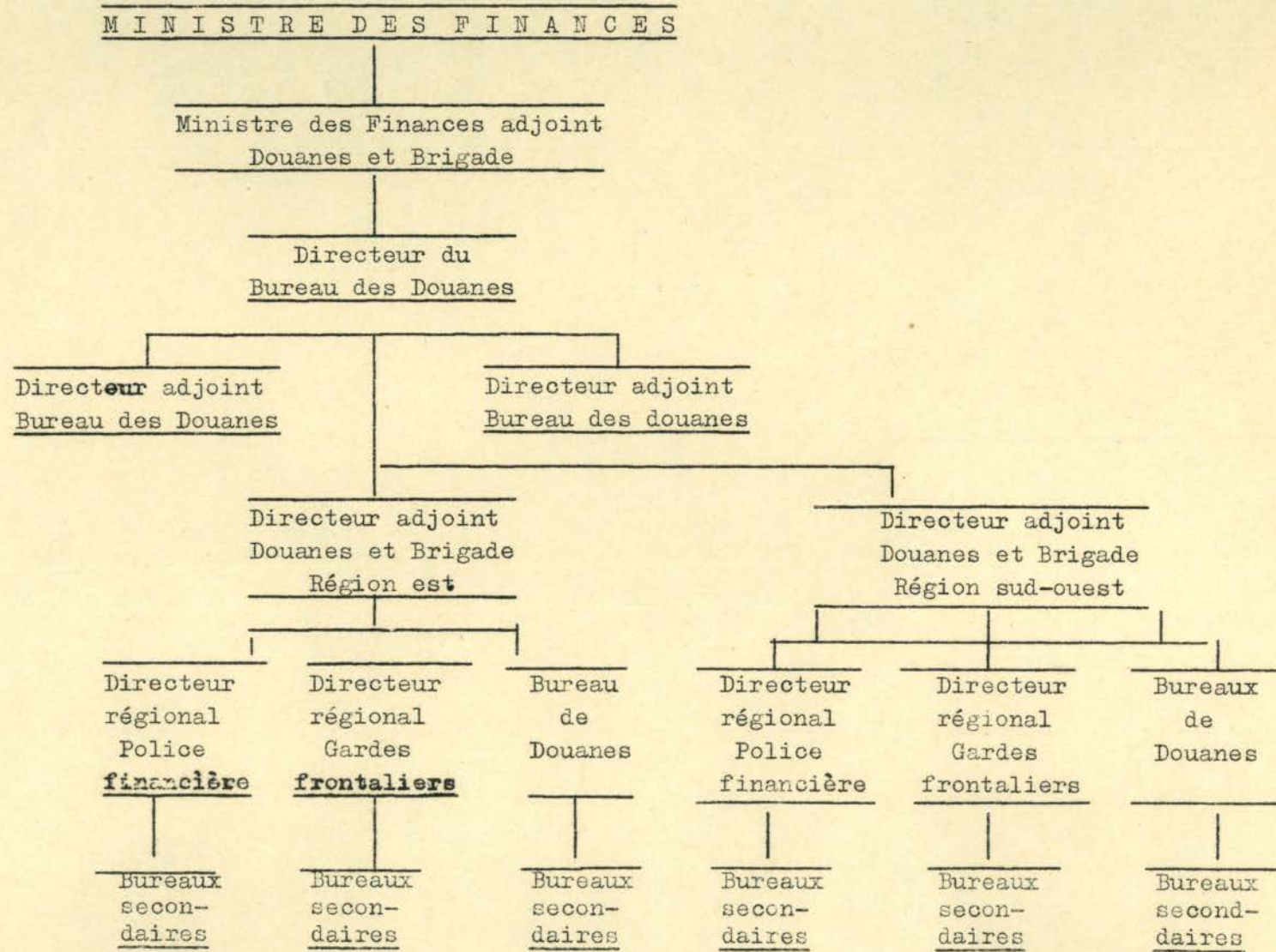
Bureaux
secon-
daires

Bureaux
secon-
daires

Bureaux
secon-
daires

Bureaux
secon-
daires

Bureaux
Secon-
daires



GARDES FRONTALIERS

EFFECTIF AUTORISE PAR REGION

						Véhi- cules	Radios mod.fré- Bande lat. quence unique					Armes in- dividuel- les			Observations	
	Directeur régional	Personnel subal- terne du bureau	Personnel aux frontières	Gardes fronta- liers	Effectif total	Deux ponts	Berlines	Mobile	Fixe	Mobile	Fixe	Bateaux	Revolver Cal. 38	Bâtons		
Ouest	1	9	4	95	109	12	1	10	2	5	2	2	105	95		Siège Léopoldville
Nord-ouest	1	5	2	39	47	6	1			8		1	45	39	6	Siège Libenge
Nord-est	1	8	2	56	67	9	1			10			65	56	18	Siège Aru
Est	1	7	2	80	90	10	1	5	2	9	1	3	88	80	12	Siège Bukavu
Sud-ouest	1	3	2	21	27	5	1			6			25	21		Siège Tshikapa
Totaux régionaux	5	32	12	291	340	42	5	15	4	38	3	6	328	291	36	
Siège na- tional Directeur adjoint, Garde- fronta- liers	1		2		3		1	1								Le directeur régional de la région ouest participe au travail du siège de Léopoldville.
Total général	6	32	14	291	343	42	6	16	4	38	3	6	328	291	36	

APPENDICE II

GARDES FRONTALIERS
REGION OUEST
SIEGE DE LEOPOLDVILLE

41

CONFIDENTIAL

USAID/Léopoldville TOAID A - 172

Postes	Officiers	Subal- ternes	Véhicules		Ba- teaux	Radios				Observations
			Jeep	Berline		Bande lat. unique fixe mob.	Mod. fréquence		fixe mob.	
Léopoldville	2	24	2		1*	1	1	3		*Type "Cabine", longueur 6,5 à 8,5 mètres, 2 moteurs hors- bord
Kimpangu	1	8	1				1			
Popokabaka	1	8	1				1			
Matadi	1	15	2			1		1	2	
Tshela	1	8	1				1			
Boma	1	12	1		1*				2	*Type "Cabine", longueur 6,5 à 8,5 mètres, 2 moteurs hors- bord
Luozi	1	8	2				2			
Songololo	1	12	2						2	
Siège régional	1	4*		1					1	*Chauffeur, opérateur ra- dio et person- nel de bureau
TOTAL REGIONAL	10	99	12	1	2	2	5	2	10	

APPENDICE III A

GARDES FRONTALIERS
REGION NORD-OUEST
DIRECTION DE LIBENGE

Postes	Officiers	Subalternes	Véhicules		Bateaux	Radios				Bicy- clettes	Observations
			Jeep	Berline		Bande lat. unique fixe	mob.	Mod. fréquence fixe	mob.		
Libenge	1	11	1		1*	2					*Type "Cabino", non ponté, lon- gueur 6 à 7 m., moteur hors-bord
Banzyville	1	11	2			2					
Bangi	1	5	1			1					
Pandu	1	5	1			1					
Zongo	1	7	1			1				6	*Chauffeur et personnel de bureau
Direction régionale	1	2*		1		1					
TOTAL régional	6	41	6	1	1	8				6	

CONFIDENTIAL

TOAID A- 172

LEOPOLDVILLE

CONFIDENTIAL

APPENDIX III B

GARDES FRONTALIERS
REGION NORD-EST
DIRECTION D'ARU

Postes	Offi- ciers	Subal- ternes	Véhicules		Bicy- clette	Ba- teaux	Radios		Observations
			Jeep	Berline			Bande lat. unique fixe mob.	Mod. fréquence fixe mob.	
Aru	1	11	1		6		1		
Dodoi	1	7	1		6		1		
Mahagi	1	7	1		6		1		
Aba	1	11	2				2		
Doruma	1	5	1				1		
Zapai	1	5	1				1		
Ndu	1	5	1				1		
Monga	1	5	1				1		
Direction ré- gionale	1	2*		1			1		*Chauffeur et person- nel de bu- reau
TOTAL REGIONAL	9	58	9	1	18		10		

GARDES FRONTALIERS
REGION EST
DIRECTION DE BUKAVU

Postes	Offi- ciers	Subal- ternes	Véhicules		Bicy- clette	Ba- teaux	Radios		Observations		
			Jeep	Berline			Bande lat. unique fixe mob.	Mod. fréquence fixe mob.			
Bukavu	1	14	2			1*	1	1	1	2	*type "cabine", non ponté, lon- gueur: 6,5 à 8,5 m.
Albertville	1	12	1			1*		2			*
Uvira	1	21	2			1*		3			*
Goma	1	11	2						1	2	
Rutshuru	1	8	1					1			
Kasindi	1	7	1		6			1			
Watalinga	1	7	1		6			1			
Direction ré- gionale	1	2*		1						1	*Chauffeur et personnel de bureau
TOTAL REGIONAL	8	82	10	1	12	3	1	9	2	5	

CONFIDENTIEL

USAID/Léopoldville TOAID A - 172

Appendice III D

GARDES FRONTALIERS
REGION SUD-OUEST
DIRECTION DE TSHIKAPA

Postes	Officiers	Subal- ternes	Véhicules		Bicy- clette	Ba- teaux	Radios		Observations
			Jeep	Berline			Bande lat. unique F. M.	Mod. fré- quence F. M.	
Tshikapa	1	8	2				2		
Kahemba	1	8	2				2		
Bataillon	1	5	1				1		
Direction ré- gionale	1	2*		1			1		*chauffeur et per- sonnel de bureau
TOTAL régional	4	23	5	1			6		

Note: Rien n'est prévu pour la frontière sud, cette frontière n'ayant pas été déterminée.

POLICE FINANCIERE
EFFECTIF AUTORISE
PAR REGION

Région	Directeur régional	Officiers	Subalternes	Total	Véhicules		Radios		Armes individuelles Revolvers Cal. 38 léger
					deux ponts	Berlinnes	Bande lat. unique fixe	Mod. fréquence fixe mob.	
Ouest	1	23	1	25	2	10		12	24
Nord-ouest	1	6	1	8		4	4		7
Nord-est	1	8	1	10		5	5		9
Est	1	10	1	12		6	2	4	11
Sud-ouest	1	8	1	10		5	5		9
TOTAUX	5	55	5	65	2	30	16	16	60
Siège national	Directeur adjoint, Police financière								
	1		1	3		1		1	
TOTAL GENERAL	6	55	7	68	2	31	16	17	60

POLICE FINANCIERE
REGION OUEST
DIRECTION LEOPOLDVILLE

Poste	Chef de Poste	Agents	Commis	Véhicules		Radios mobiles		Observations
				Jeep	Berline	Bande lat. unique	mod. fréquence	
Léopoldville	1	16	1	1	8		9	4 personnes chargées du personnel 2 affectation spéciale (direction) 6 importation - exportation 2 activités générales 2 bac-aéroport
Matadi	1	6		1	2		3	
TOTAL	2	22	1	2	10		12	

POLICE FINANCIERE
REGION NORD-OUEST
DIRECTION DE COQUILHATVILLE

Poste	Chef de Poste	Agents	Commis	Véhicules Berlines	Radios Mobiles Bande lat. unique	Observations
Coquilhatville	1	4	1	3	3	
Libenge		2		1	1	Libenge et Zongo
TOTAL	1	6	1	4	4	

USAID/Léopoldville TOAID A - 172
CONFIDENTIEL

POLICE FINANCIERE
REGION NORD-EST
DIRECTION DE STANLEYVILLE

CONFIDENTIEL

Postes	Directeur	Agents	Commis	Véhicules Berlines	Poste Radio Mobile, bande lat. unique	Observations
Stanleyville	1	4	1	3	3	
Bunia		2		1	1	région de Bunia, Aru, Aba et Mahagi
Aketi		2		1	1	région d'Aketi, Nbu, et Yakoma
TOTAL	1	8	1	5	5	

USAID/Léopoldville TOAID A - 172

Appendice V C

POLICE FINANCIERE
REGION EST
DIRECTION DE BUKAVU

CONFIDENTIEL

Postes	Directeur	Agents	Commis	Véhicules Berlines	Mobile, bande lat. unique	Poste Radio mod. fré- quence	Observations
Bukavu	1	6	1	4		4	Bukavu, Goma et Uvira
Albertville		4		2	2		
TOTAL	1	10	1	6	2	4	

USAID/Léopoldville TOAID A - 172

POLICE FINANCIERE
REGION SUD-OUEST
DIRECTION DE LULUABOURG

Postes	Directeur	Agents	Commis	Véhicules Berlines	Poste de radio mobile Bande lat. unique
Luluabourg	1	4	1	3	3
Tshikapa		2		1	1
Bakwanga		2		1	1
TOTAL	1	8	1	5	5

BRIGADE FINANCIERE
QUARTIER GENERAL NATIONAL
Léopoldville

Officier	Commis	Véhicule Berline	Radio mobile Bande lat. unique
1	1	1	1

BRIGADE FINANCIERE
BESOINS EN MATERIEL

CONFIDENTIEL

Véhicules		Radio		Autres moyens de transport			Bicy- clettes	Armes individuelles				
Jeeps	Berlines	Bande lat. unique	mod.fré- quence	BATEAUX				Cal.38				
		Fixe	Mobile	Fixe	Mobile			Longs(4 pouces)	Légers	Bâtons		
45	38	3	56	5	33	1	3	2	36	334	60	296

USAID/Léopoldville TOAID A - 172